

BULLETIN D'INFORMATION

de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (F.F.I.)



J.O. n° 64, 22-07-1976 - Siège social national : 27, rue Emile Cartailhac, 31000 Toulouse - Libellé chèques : AAGEF

« Résister est un verbe qui se conjugue au présent » (Lucie Aubrac)

Bulletin trimestriel - Directeur de la publication : Henri Farreny - N° CPPAP 0924 A 07130 3 €

Contacts : aagef@free.fr

20 novembre 2020 – 3^e trimestre

n° 159

Boléro-Paprika ? Un vent nouveau s'est levé en Occitanie !

Le décalage temporel de notre bulletin de fin de 3^e trimestre, nous permet d'incorporer des informations d'octobre et novembre !

Le 20 octobre une délégation du CIIMER a participé à une importante vidéo-réunion avec la direction du *Mémorial du camp de Rivesaltes**.

Le 14 novembre l'AAGEF-FFI est intervenue lors d'un *encuentro estatal* (par vidéo aussi) inter-associatif, au cours duquel elle a notamment évoqué le sujet présenté ci-contre. →

Bravo aux associations d'Espagne qui ont organisé ces *encuentros*. Il en a résulté un ensemble cohérent de propositions en vue d'améliorer substantiellement le *proyecto de Ley de Memoria Democrática* préparé par le gouvernement. Les apports de l'AAGEF-FFI présentés en octobre ont été intégrés*.

Le 19 novembre, en séance plénière du Conseil Régional d'Occitanie, un vœu significativement intitulé : **Pour un geste de justice, de réparation et de gratitude envers les Espagnols résistants FFI** a été adopté. Voir p. 14.

Une avancée considérable. CONTINUONS.

AAGEF-FFI

* Nous reviendrons sur ces sujets dans le n° 160. Pour en savoir plus dès maintenant : aagef@free.fr

Sommaire

- P. 2 Montauban : 80^e anniversaire de la mort de Manuel Azaña. 2009-2020 : on avance !
- P. 4 In memoriam : Juan Vila mort en déportation, Ramona Domínguez à Oradour
- P. 5 Des Pyrénées Atlantiques aux Pyrénées Orientales : Résistance, Déportation...
- P. 6 Aude : Résistance, Reconquista... Magnifique Josep, triste dossier de presse
- P. 8 José Cubells guérillero sans trêve ni répit
- P. 10 Boris Frankel FTP-MOI mort à Gusen
- P. 11 Disparitions : Mariano Radigales Manuel Alcaine
- P. 12 Gironde : Pablo Sánchez, Claude Mounic Jean-Pierre Berecochea, María Lubeigt
- P. 13 Pantin : Résistance espagnole à Paris
- P. 14 Boléro-Paprika : justice, réparation...
- P. 15 Disparitions : Sylvain Pénicaut, María del Carmen Navarro, José Martorell
- P. 16 Los enterradores de la 2^e República

L'Espagne d'aujourd'hui doit honorer ses grands hommes Salvemos la tumba de Julio ÁLVAREZ DEL VAYO

Ministro de Relaciones Exteriores de la República en 1936-1939, Julio ÁLVAREZ DEL VAYO actuó decididamente delante la Sociedad de Naciones (SDN) en contra de la política de "No Intervención". Antifranquista intransigente, fallecido en Ginebra el 3 de mayo de 1975, fue enterrado allí con su esposa Louise. La concesión mortuoria expiró a finales de 2015.

Para explicaciones detalladas ver:
[Boletín AAGEF-FFI n° 144 - 2016](#)
[Sitio LoQueSomos - febrero de 2017](#)

En 2016, la AAGEF-FFI, informada que la tumba estaba a punto de ser destruida, decidió asumir la concesión, como medida cautelar, pagando los 1.484 € requeridos para 5 años. Gracias de nuevo a los que participaron.

Para que el Estado español nos releve, tomamos contacto con las autoridades gubernamentales. En diciembre de 2018 nos reunimos extensamente en Toulouse con Fernando Martínez López, *Director General para la Memoria Histórica*. Lo volvimos a ver en febrero de 2019 en Montauban y luego en Argelès, mientras acompañaba al presidente Pedro Sánchez. Y de nuevo el 24 de agosto de 2019, durante el homenaje a los resistentes españoles caídos en París.

Posteriormente, se formó el gobierno de coalición progresista, en el que Fernando Martínez fue nombrado *Secretario de Estado de Memoria Democrática*. Sin noticias de él, en julio de 2020 escribimos al presidente Pedro Sánchez. La respuesta del Director de gabinete dejaba esperar que el asunto iba a ser tratado por la Vice-

presidencia primera. Pero no fuimos contactados. A fines de septiembre de 2020, informados (indirectamente) de una convocatoria de solicitudes de subvenciones que preveía la "*dignificación de sepulturas del exilio*", presentamos una demanda, por si acaso el gobierno prefiriese sustentar un período de transición tratando con nuestra asociación en vez de encargarse él mismo de la sepultura... Casi 2 meses después, parece ser que nuestra demanda ha sido... ignorada. Por varios canales hemos insistido de nuevo para que el gobierno decida y nos diga sí o no quiere salvar la sepultura de esta gran figura. Pues el problema es claramente político.

No teniendo respuesta, es preciso sustituirnos al Estado: volveremos a pagar lo mismo, para 5 años más. Como en 2016, deseamos que participen asociaciones y personas.

Visto el peligro de destrucción de la sepultura, animados por los mensajes de solidaridad recibidos de varias entidades de España y de Francia, lanzamos un **llamamiento para reunir la suma necesaria para 5 años más: 1 484 €** (para 10 años serían 2 744 €) y realizar el pago antes de Navidad.

Publicaremos la lista de contribuyentes y sus mensajes. Con ellos prepararemos el futuro. Si sobra dinero, será invertido en una estela de reconocimiento para quién luchó toda su vida por los ideales republicanos.

El buró de la AAGEF-FFI:
Joan Fabra, Henri Farreny, Jacques Galván,
Jeanine García, José González,
Raymond San Geroteo, Chantal Semis

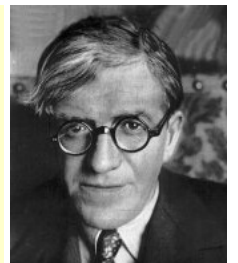
Adresse pour envoi de chèques – Dirección para enviar cheques
AAGEF-FFI, 27 rue Émile Cartailhac, 31000 Toulouse, Francia

Titulaire du compte – Titular de la cuenta AAGEF-FFI

Pour virements bancaires – Para transferencias bancarias
(IBAN) FR12 2004 1010 1601 4917 6P03 787

Indiquer le motif – Indicar el motivo Álvarez Del Vayo

Un reçu sera envoyé – Un recibo será enviado



Merci à M. Astruc d'avoir tenu à donner la parole à ceux qui poursuivent les idéaux de Manuel Azaña.



De g. à d. : le Préfet, le Directeur académique, le Principal du collège, le Président du Conseil départemental du Tarn-et-Garonne, M. Astruc, les représentants du CIMER, de MER 82 et de l'AAGEF-FFI



M. le Préfet, M. le Président du Conseil Départemental, M. le Principal, Mmes et MM., chers amis, je remercie le Président Astruc pour l'opportunité qui m'est offerte de prendre la parole au nom de l'association MER82.

La 2^e République espagnole, que présidait Don Manuel Azaña Díaz, a accompli un travail immense d'éducation pour une population largement analphabète : 10 000 écoles vont ouvrir aux 4 coins du pays. Et puisque nous inaugurons un gymnase, je rappelle, comme un fait historique d'importance, que la République espagnole décida d'organiser, pour la mi-juillet 1936, des contre jeux olympiques face à ceux prévus à Berlin, dans une Allemagne soumise au nazisme. Ils ne purent pas se tenir à cause du soulèvement du 17 juillet 36.

Cette tentative du général Sanjurjo et d'un quarteron d'officiers félon, fut matée en 48 h par les Milices Populaires. C'est ce que rappelle le Président Azaña dans un discours à Barcelone le 18 juillet 1938 : « *La phase du pronunciamiento fut le signal pour commencer une guerre civile [...] le fait indiscutable c'est que ce pronunciamiento a échoué en 48 h* ». Il ajoute à l'adresse des pays démocratiques : « *Vous ne voulez pas intervenir car vous craignez que cette guerre s'étende à toute l'Europe mais si vous voulez que cette guerre s'arrête, empêchez les troupes étrangères d'envahir notre territoire. Nous, nous ne sommes pas en mesure d'arrêter cette invasion* ».

Car l'échec initial des factieux fut suivi de l'invasion du territoire espagnol par des armées étrangères puissamment armées : allemande, italienne, portugaise, outre les Marocains commandés par Franco. La République combattit 986 jours, et dans l'Exil les Républicains espagnols poursuivirent leur combat sur tous les champs de bataille de la 2^e Guerre Mondiale.

Nous avons un devoir de Mémoire, certes ! Mais aussi un devoir de Connaissance pour transmettre des valeurs et une Histoire avec des mots justes. « *Guerre civile espagnole* » lit-on parfois dans les manuels scolaires... Evoquer la Guerre d'Espagne en la qualifiant de « *guerre civile* » c'est trahir cette mémoire et rendre un inestimable service aux vainqueurs, en faisant disparaître, avec un simple mot, la présence décisive de troupes étrangères... Je dis cela pour les élèves, pour les étudiants et pour tous ceux qui sont imprégnés de l'Histoire qu'ont écrite les vainqueurs. J'engage donc chacun à reprendre les documents, les déclarations et les écrits de ceux qui représentaient la

légalité d'avril 31 à avril 39, et vous constaterez que cette guerre n'était ni plus ni moins civile que celle qui, pendant la « Bataille de France », opposa le pétainisme à la Résistance et à la France Libre. Elle fut aussi et surtout une guerre d'invasion du fascisme européen pour imposer l'un des leurs. De fait les débuts de la Seconde Guerre Mondiale.

La justesse du propos concernant l'Exil dénommé *La Retirada* m'oblige à préciser que des *retiradas* vers la France il y en eut 4. Celle de janvier-février 39, la plus connue, est trop souvent assimilée à la fin du conflit, alors que la guerre dura jusqu'au 1^{er} avril 1939. Ainsi dans notre département, la stèle du monument de Judes, continue à instiller à la jeunesse et aux visiteurs qui s'y rendent que la chute de la République date de janvier 1939. A la maison des Mémoires « La Mounière » à Septfonds, on la situe en février 39 ! Comme d'ailleurs au magnifique Musée du camp de Rivesaltes !

Des mots justes ? Reste toujours gravé dans le marbre du camp que ces hommes étaient des « *miliciens* », avec tout ce que ce terme a de péjoratif dans notre pays. Les milices furent dissoutes par la république dès la mi-37, épisode difficile que relate le film de Ken Loch...

Des mots justes encore ! Souvent, la dureté des *camps de concentration français* reste peu connue. Pourtant, les consignes données aux gardiens depuis leurs miradors étaient on ne peut plus claires, comme l'attestent des documents du camp de Bram : *S'ils essaient de s'évader, n'hésitez pas à les abattre comme des chiens* ! Les conditions de cette détention arbitraire sont édulcorées, minimisées. Certaines appellations créent la confusion entre la dénomination officiellement attribuée par le ministre Sarraut : *camp de concentration*, et les diverses missions assignées à ces lieux. Aujourd'hui ce révisionnisme poursuit le projet entamé par la circulaire Peyrouton, ministre de Pétain, du 10 janvier 1941, qualifiant les camps de *centres d'hébergement*. Ailleurs on a pu lire : *camps d'infortune* ! Doit-on

continuer à supporter encore longtemps ces « fake-news » ? Et leurs terribles conséquences : car cette vilaine édulcoration, propagée par certains pseudo historiens, a abouti, concrètement, à ce que 2 jeunes agriculteurs de Septfonds ne voient rien de choquant à étendre leur porcherie familiale à un niveau industriel : 6 500 porcs à l'année, sur le terrain de l'ancien camp de concentration de Judes.

Imagine-t-on pareille démarche au camp de Rivesaltes ? Quelle place fait-on à la Dignité Humaine, valeur centrale qui apparaît dès la première phrase du préambule de la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* ? La Dignité Humaine est proclamée à l'article 1^{er} de la *Charte des Droits Fondamentaux* promouvant la construction de l'Union européenne ? Alors, quelle Europe voulons-nous ?

Mmes et MM., je demande votre indulgence pour la passion qui a animé mes propos, mais ce n'est pas si souvent que se présente à nous une telle occasion de rendre leur honneur à nos pères, dont certains ont, enfin, et très récemment, été reconnus « Morts pour la France », grâce à l'opiniâtreté de l'*Amicale des Guérilleros Espagnols en France - FFI* et de son président, Henri Farreny, ici présent.

En formulant tous mes vœux de réussite à la jeunesse de cet établissement portant un nom si cher à la diaspora espagnole, je vous remercie pour votre attention.

José González Ocaña

La noble attitude du Président Christian Astruc envers l'exil républicain contraste avec la volte-face de son prédécesseur, Jean-Michel Baylet, en octobre 2009, rappelée en page 3.

Pour mémoire :
le 4 avril 2009, 600 personnes défilèrent dans Montauban pour célébrer la République espagnole et rendre hommage au Président Manuel Azaña, mort le 3 novembre 1940 au siège de la Légation du Mexique où il s'était réfugié pour ne pas être livré à Franco (comme l'avait été Lluís Companys, président de la Généralité de Catalogne). Le 5, son cercueil fut amené au cimetière, recouvert d'un drapeau mexicain car la police pétainiste refusait que les Espagnols l'honorent avec le drapeau républicain. Noter dans la foule : un drapeau mexicain (rouge, blanc et vert).



devant la tombe du Président

Pour mémoire encore voici un extrait (fonds mauve et dessin) du bul. AAGEF-FFI n°115 - 3^e trim. 2009

Domage !

En avril dernier à Montauban nous étions 600 pour rendre hommage à Manuel Azaña. Lors du banquet républicain nous avons reçu le président du conseil général qui rendit alors publique la décision d'inaugurer à la rentrée un collège au nom du dernier président de l'Espagne Républicaine. Six mois plus tard contre toute attente, contre tout bon sens et courtoisie, la parole fut finalement refusée aux représentants de l'exil.

Azaña, il ne suffit pas d'en parler.

Ses vertus républicaines,

Libertad, Igualdad, Fraternidad, Pluralismo y Tolerancia,

il faut les pratiquer, toujours et partout !



Dessin : Philippe Guillen. Au micro : M. Baylet (prédécesseur de M. Astruc)

La veille de l'inauguration, Jean-Michel Baylet, président du Conseil général du Tarn-et-Garonne téléphona à Henri Farreny en ces termes : « M. le professeur, comme suite à votre sympathique accueil lors du banquet républicain d'avril dernier, je souhaiterais que demain matin vous évoquiez la figure de Manuel Azaña, en votre qualité d'universitaire issu de l'exil espagnol. ». Le 23, des dizaines de militants de MER 82 et de l'AAGEF-FFI, dont nombre de vétérans, arboraient des drapeaux dans le collège. C'est alors que M. Baylet annonça sèchement à Henri Farreny qu'il avait changé d'avis : seul interviendrait le recteur d'académie. En réalité, après un discours agressif contre la maire de Montauban, M. Baylet passa la parole au recteur puis au « consul du royaume d'Espagne [sic !] ». Henri Farreny tenta courtoisement de rappeler à M. Baylet sa propre invitation de la veille. En vain. Les militants républicains décidèrent de ne pas se laisser bâillonner comme au temps de Vichy. Ils entonnèrent *El paso del Ebro* puis scandèrent : « Pétain, c'est fini ! » et en espagnol : « ¡Azaña presente ! ». Pour les collégiens, hilares, ce fut une instructive leçon d'histoire... d'espagnol... et de dignité ! En cette année **2020, 80^e anniversaire de la mort du Président**, voici le texte qui ne put être prononcé ce jour-là.

M. le Préfet, M. le Président du Conseil Général M. le Président du Conseil Régional, Mme la Maire de Montauban, MM. les Présidents des associations *Manuel Azaña, Mémoire de l'Espagne Républicaine du Tarn-et-Garonne, Cervantes et Iberia y Cultura*, Mmes et MM. les professeurs, *señoras y señores profesoras y profesores*, chers élèves, *queridos alumnos y alumnas*, Mmes et MM., *Señoras y señores, Me llamo*, je m'appelle, *Enrique Farreny del Bosque*. D'autres sont ici qui s'appellent González, Vall ou Guerrero, Sánchez ou Nadal, Vaca ou Giménez ou Guzmán... Beaucoup d'entre nous, dans cette ville, ce département, cette région sont enfants ou petits-enfants de Républicains espagnols. J'ai le très grand honneur, d'intervenir ici, comme l'un d'entre eux.

Mmes et MM., c'est aujourd'hui un grand jour pour Montauban, pour la Haute-Garonne, pour la Région Midi-Pyrénées, pour la France et pour l'Espagne... Par-delà la diversité de nos origines et de nos convictions, nous sommes ici rassemblés pour rendre ensemble hommage à un grand homme qui symbolisait, et symbolise toujours, pour l'Espagne, les valeurs républicaines de Liberté, d'Égalité, de Fraternité, ces valeurs promues par la Grande Révolution française de 1789, devenues ensuite des valeurs républicaines universelles.

Remercions tous ceux qui ont concouru à rendre ce jour possible : pour la première fois en France, un établissement scolaire est baptisé du nom de Manuel Azaña, dernier président de la République espagnole avant la dictature du général Franco. Remercions le Conseil général du Tarn-et-Garonne pour cette décision de très haute signification, prise à l'unanimité. Remercions les associations qui depuis des décennies ont entretenu le souvenir de ce grand homme et de ses idées.

Un grand homme républicain, oui !

D'aucuns soulignent qu'il fut un « modéré »... Modéré certes, mais un farouche républicain pour l'époque... Homme de culture, il prôna l'éducation pour tous, la laïcité, la séparation de l'Église et de l'État. Il agit énergiquement en faveur des grandes mesures de progrès social et démocratique qui étaient au cœur du programme de la II^e République, proclamée en 1931. Notamment la réforme agraire, les autonomies régionales, le suffrage vraiment universel, c'est-à-dire avec droit de vote pour les femmes, bien avant la France.

Manuel Azaña fut un républicain lucide

Il fut de ceux qui comprirent tout de suite la vraie nature de la guerre déclenchée par le putsch du 18 juillet 1936. Tandis que les militaires factieux, les phalangistes et autres forces

rétrogrades, se dissimulaient sous l'appellation de « nationaux » ou « nationalistes », il fut de ceux qui appelèrent à défendre la République. Il fut de ceux qui comprirent tout de suite, que la guerre qui s'engageait ne concernait pas que les Espagnols, mais que c'était une guerre entre la démocratie et le fascisme en expansion. Fin juillet 1936 à Madrid, recevant des journalistes français, Manuel Azaña déclara en montrant du doigt des éclats d'obus au-dessus des collines proches : « Là-bas ce n'est pas la frontière de la République espagnole mais celle de la République française ».

Manuel Azaña fut de ceux qui luttèrent contre la désastreuse politique dite de *Non Intervention*, préconisée début août 1936 par le gouvernement français.

Manuel Azaña fut un républicain fidèle

Dans l'arc-en-ciel des sensibilités républicaines, il fut toujours un élément modérateur, certes, mais aussi un élément fédérateur autour du socle des valeurs républicaines. Malgré la complexité de la situation, il eut le grand mérite de ne pas alimenter les querelles intestines entre républicains. Malgré les différences, ou divergences, il eut jusqu'au bout le souci de l'union des républicains.

Manuel Azaña aimait la France

Mais il fut profondément déçu. Réfugié dans notre pays le 5 février 1939, il démissionna de sa fonction de président de la République, le 27 février, alors que la guerre en Espagne n'était pas terminée. Sa démission intervint au lendemain de la reconnaissance du « gouvernement du généralissime Franco à Burgos », tandis que d'importantes forces républicaines résistaient encore, à Madrid et Valence notamment. L'abandon français, le désespéra.

70 ans après l'exil, l'Espagne le méconnaît

Voici deux ans, le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, a déclaré que « *la España actual se aproxima bastante a la con la cual soñaba Manuel Azaña...* ».

M. le Président du gouvernement, ce rêve grandiose et généreux de Manuel Azaña fut porté et poursuivi pendant des décennies, sous et contre l'Occupation allemande, puis sous et contre la dictature franquiste par une génération entière d'Espagnols, dont beaucoup, beaucoup trop, furent persécutés, emprisonnés, assassinés... Aujourd'hui le devoir de mémoire et de reconnaissance subsiste à l'égard de tous ceux qui partagèrent le rêve de « *El Olvidado* de Montauban ».

Quel bonheur ce sera, M. le Président du gouvernement espagnol, pour nous tous, ici présents, et pour beaucoup d'autres en France et en Espagne, lorsque vous viendrez rendre hommage à ce Grand d'Espagne : le président Manuel Azaña, et aussi visiter les vestiges liés au camp de concentration de Septfonds, dont la gare de Borredon.

En l'honneur et la mémoire du *presidente Azaña* : Vive la République qu'il chérissait tant ! ¡Viva la República !

Henri Farreny (23 octobre 2009)

Juan VILA BATALLER, mort en déportation... Sa montre remise à sa famille trois quarts de siècle après

Depuis longtemps correspondant de presse pour **Le Petit Journal**, hebdomadaire diffusé dans les départements du sud-ouest, notre ami François Galy y publie régulièrement d'instructives informations relatives à l'histoire des réfugiés de la Guerre d'Espagne et à leur retentissement dans l'actualité régionale. Voici des extraits, adaptés à nos colonnes, d'un de ses articles, paru en juin 2020 dans l'édition de Haute-Garonne.

Juan Vila Bataller, républicain espagnol résistant, né le 19 septembre 1921 à Gérone, fut arrêté le 20 mars 1944 à Rennes lors d'une rafle. Détenu à la prison Jacques Cartier, transféré à Compiègne, il est déporté le 21 mai 1944



au camp de concentration de Neuengamme (matricule 32 025). Envoyé au commando de Watenstedt, il décède le 27 mai 1944 à 23 ans*.

[...] En février 1939, 500 000 réfugiés espagnols sont accueillis par les Français dans des camps de concentration souvent indignes. [...] Certains arrivent à Cazères (sud de la Haute-Garonne), dont la famille de Juan Vila Bataller. Ils sont reçus sur de la paille dans le couvent des Capucins.

En 1940, après la défaite, 2 millions de soldats sont faits prisonniers et envoyés en Allemagne. La France manque de bras dans l'agriculture, le bâtiment et dans les usines. Elle fait alors appel à la main-d'œuvre espagnole. [...] Les réfugiés hommes et femmes se mettent au travail pour aider le pays et on ne parle plus de les expulser. Ils pensent pouvoir retourner chez eux rapidement.

Les parents de la famille Vila, payés chichement, ne manifestent pas mais dès 1942 ils entrent dans la résistance avec l'idée, qu'après avoir aidé à libérer la France, celle-ci les aidera pour battre le régime dictatorial de Franco. Hélas, les Américains et les Français reconnaîtront le régime et Franco ne mourra qu'en 1975.

Les républicains espagnols et leurs descendants s'intégreront dans la population française sans difficulté. La famille Vila avait quatre enfants, dont trois nés en Catalogne. L'aîné était Juan puis venait Catalina, qui a aujourd'hui 94 ans, Angeline, Juanita (aujourd'hui décédée) et Claude, né en France.

L'OFPPA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides), s'occupa de la transcription du décès de Juan Vila à l'état-civil de la mairie de Cazères, le 18 mai 1967. En mai 2019 les archives allemandes de Arolsen [placard ci-contre] écrivaient à la mairie de Cazères pour savoir s'il habitait sur la commune une certaine Angeline Vila qui pourrait être parente de Juan Vila Bataller. [...]

Angelina apprit que la montre de son frère avait été conservée et qu'elle pouvait être remise à sa famille, en main propre ou par voie postale tous frais payés. La famille a choisi la voie postale. Angeline a reçu la montre.



La famille s'est réunie le 18 juin 2020 pour immortaliser cette restitution devant la plaque dédiée aux républicains espagnols, apposée sur le mur du cloître des Capucins, actuel siège du cinéma. Le maire, Michel Oliva, avait tenu à être présent.



Les Allemands en restituant cette montre ont montré qu'ils savaient reconnaître et solder un fait sinistre de leur histoire.

François Galy

* Reste à savoir pourquoi Juan est mort 6 jours à peine après le départ de Compiègne...

Arolsen Archives

Le premier bâtiment de ce centre, situé à Bad Arolsen (Allemagne), fut inauguré en 1952 pour abriter ce qui était alors le Service International de Recherches (International Tracing Service).

« Retracer le sort des victimes et rechercher des personnes disparues ont été pendant des décennies les tâches principales des Arolsen Archives. Aujourd'hui encore, nous répondons chaque année à des demandes concernant quelque 20.000 victimes de persécutions nazies. Notre activité en matière de recherche et d'éducation est plus que jamais importante pour informer notre société sur les crimes perpétrés par les nazis et, à ce titre, une part essentielle de notre travail est de mettre en ligne des archives complètes. »

Ce centre d'archives dispose actuellement d'informations sur 17,5 millions de victimes des nazis. Doté de 250 employés, il est financé par le gouvernement allemand.

Accès internet : <https://arolsen-archives.org/fr/>

Ramona DOMÍNGUEZ GIL reconnue tuée lors du massacre Oradour-sur-Glane

Dans notre bulletin n° 157, paru le 14 avril 2020, nous avons annoncé (p. 8), la récente parution de «**RECUERDA**» **ESPAÑOLES EN LA MASACRE DE ORADOUR-SUR-GLANE**. L'auteur, notre camarade **David Ferrer i Revull**, a cherché à mieux connaître qui étaient les Espagnols tués le 10 juin 1944 par la sinistre *Division Das Reich*. Nous avons reproduit un passage de son livre, qui présentait synthétiquement la liste des 19 Espagnols assassinés par les nazis.

Quand David Ferrer a entrepris ses recherches, il a constaté que l'une des victimes espagnoles, **Ramona DOMÍNGUEZ GIL**, née le 25 février 1871 à Mianos (Zaragoza), dont le nom était autrefois apparu sur une stèle, ne figurait pas dans la liste officiellement reconnue (642 personnes jusqu'alors), qui comprenait plusieurs membres de sa famille. Il se pourrait que son nom ait été mal transcrit puis assimilé à un autre déjà répertorié, et par suite éliminé.

Informées par lui, les Archives Départementales de la Haute-Vienne ont accompli les démarches qui ont permis, via deux jugements du

Tribunal de Grande Instance de Limoges les 27 décembre 2019 et 15 janvier 2020, de mentionner sur son acte de décès le lieu de sa mort, Oradour, à côté de la date, 10 juin 1944.

La nouvelle n'a pris du relief, via la presse locale et nationale, que début octobre 2020, à la veille de la réunion du conseil d'administration de l'Association Nationale des Familles des Martyrs d'Oradour-sur-Glane qui devait tirer les conséquences des décisions judiciaires : le nom de l'Espagnole si longtemps *olvidada* sera désormais gravé, imprimé, transmis, honoré :

elle est la 643^e victime de ce monstrueux crime de guerre.

Continuons de creuser dans les fosses communes de l'Histoire.

Pour obtenir le livre, un travail très bien fait, rigoureux, exemplaire :

revull@hotmail.com



In memoriam : Miguela et José GARCÍA

Miguela GARCÍA CROS, mère de six enfants, est décédée le 14 octobre 2020 à Lavelanet (Ariège).

Elle était née le 11 septembre 1928 à Calanda (Zaragoza).



Avec sa famille, elle subit la *Retirada* et connaît le camp de concentration d'Argelès-sur-Mer. Elle était la veuve de **José GARCÍA HERNÁNDEZ** né à Tobarra (Albacete).

Guérillero de la 3^e Brigade d'Ariège, il avait combattu l'ennemi fasciste, en Espagne comme en France et participé à la libération de Foix le 19 août 1944. En 1991, il reçoit la médaille des « **Carabineros de la República española 1936-1939** ».

Fidèle adhérent, il n'oubliait jamais ses compagnons de lutte et participait aux cérémonies d'hommage aux anciens guérilleros espagnols. Il est décédé en 1992 à Lavelanet.

Jeanine García Rodríguez

Le 11 juillet 2020 au **Col de la Bataille** la section AAGEF 66, invitée par Josep Almodovar, a rendu hommage au Maquis Henri Barbusse, appelé auparavant **Gabriel Péri**. En novembre 1942, Laurent Battle, organisa ici une vingtaine d'hommes dont 6 guérilleros espagnols pour lutter contre l'occupant et le régime de Vichy.

Le 25 juillet 2020, nous avons retrouvé le Maire de **Caixas** et ses conseillers ainsi que M. Bonet propriétaire du terrain devant le monument des Guérilleros sculpté par Manolo Valiente* pour rendre hommage aux Guérilleros espagnols.

Le 2 août 2020 nous repartons sur les pentes du Canigou pour 2 rendez-vous avec notre histoire. Hommage à La Bastide aux trois guérilleros torturés, mutilés et exécutés : **Esteban Alcaina Garcías, Josep Ribes Ráfos, et Joan Rigat Junca**, en présence du Sous-préfet de Céret, de Daniel Baux, Maire, de Patrick Cases, Conseiller régional, de 3 conseillers départementaux : Ségolène Neuville, Alexandre Reynal et Nicolas Garcia, de Georges Sentis Président du comité ANACR 66 et de 3 Présidents d'associations mémorielles et patriotiques.

Ensuite à **Valmanya** en Présence des autorités civiles et militaires un hommage a été rendu aux deux Français **Jacques Romeu et Pierre-Jean Beaux** et aux deux Espagnols **José Gimeno et Emeterio Barrena** tués lors de l'attaque allemande alors qu'une jeune femme enceinte fut violée par 14 soldats.

Douze guérilleros espagnols commandés par **Manuel Galiano** positionnés sur les hauteurs ouvrirent le feu et stoppèrent l'avance ennemie. Les maquisards du groupe Barbusse et le groupe franc **René Horte**, dont **Pedro Manuel Benavente**, père de notre porte-drapeau intervinrent afin de permettre aux habitants du village de fuir dans les montagnes. Le village fut brûlé.

Raymond San Geroteo

* Cette œuvre est la maquette du Monument National des Guérilleros érigé à Prayols (Ariège) en 1982.

25 juillet 2020, Caixas



Photos : Louis Obis. Diaporamas accessibles ici : <https://amicale-aagef-ffi66.monsite-orange.fr>

2 août 2020, La Bastide



Les tombes des trois guérilleros

2 août 2020, La Bastide



2 août 2020, Valmanya



2 août 2020, Valmanya

Section AAGEF-FFI Pyrénées-Atlantiques

Malgré le ralentissement provoqué par la pandémie, notre activité a repris du service en direction du grand public avec l'aide majeure du cinéma d'art et d'essai *Atalante* de Bayonne. Avec lui nous avons proposé le 2 octobre un documentaire consacré à **José Cabrero Arnal** (le papa de *Pif le Chien*, déporté à Mauthausen) intitulé : **D'après Arnal, itinéraire d'un crayon rouge**. Notre amie et adhérente Rubi Rubiera (Rubi Scrive Loyer), qui a participé à l'écriture du scénario, a animé le débat à l'issue de la projection.

Errata et ajustements relatifs à la liste de 135 déportés du *Train Fantôme* passés par Saint-Michel

Nous remercions Christian Ramos et Norbert Nardone pour leurs remarques au sujet du tableau paru dans le bulletin n° 158 (p. 4-5). Après Dachau, Elvira Beleta, María Ferrer et Conchita Grangé (Ramos) ont été envoyées à Ravensbrück et non Buchenwald (couper-

En deuxième partie de soirée un dessin animé documentaire a été diffusé : **Josep**, qui évoque *La Retirada* et les camps de concentration croqués par le dessinateur **Josep Bartoli**. La discussion a été animée par Iosu Chueca, professeur à l'université de San Sebastián.

Début décembre (date à préciser) nous présenterons un autre documentaire : *Les Résistants du Train Fantôme*, avec la participation du scénariste, Guy Scarpetta, co-président de l'*Amicale des Anciens Internés Politiques et Résistants du Train Fantôme*.

Juan Muñoz Dauvissat

D'après Arnal, itinéraire d'un crayon rouge

Cet excellent documentaire, qui fait suite à l'ouvrage de Philippe Guillen (2011), est sorti en pleine pandémie, le 28 mars, sur *Via Occitanie* et *Via Grand-Paris*. Une « première » a eu lieu en Aragon, dans le village natal d'Arnal, le 28 août. Déjà présenté en de nombreux endroits, dont Toulouse (*Cinespaña*), il devait passer en salles à partir de fin octobre. Rappelons qu'on peut acquérir des DVD* ou prendre contact pour des projections auprès de rubiscrive@gmail.com (+33 633 40 75 45).

* Avec sous-titrage en espagnol et catalan. 52 mn.

coller erronément appliqué aux trois femmes). Félix Calleja ne s'est pas évadé le 20 août mais le 18 (à Sorgues). Jean Auter, Henri Herbaut, Robert Quesnel et Jacques Silberfeld ne se sont pas évadés le 19 août mais le 20. Tous quatre font partie du groupe de 15 hommes (nombre retenu par le Musée de la Résistance en ligne, dont 11 ayant subi la pri-

son St-Michel) qui se sont évadés le 20 août de manière échelonnée tandis que le train roulaient entre Montélimar et le lieu dit de L'Homme d'Armes situé 4 km plus loin. Jusqu'à plus ample informé, plutôt que fixer ces évasions soit à Montélimar soit à L'Homme d'Armes, il convient de les situer *entre* ces deux lieux. Nous publierons le tableau entier corrigé.

Le monument photographié ci-contre a été érigé à l'initiative des guérilleros espagnols de l'Aude en 1995. Il se trouve à Alet-les-Bains, à quelques km de Limoux, sous-préfecture du département. Les premiers groupes armés espagnols de la Zone « Libre », furent constitués au printemps 1942 dans l'Aude, sous la direction d'**Antonio Molina**, et en Ariège, sous la direction de **Victorio Vicuña**.

Depuis la fin 1941, entre Ariège et Aude, agissent **Jesús Ríos**, chargé de constituer le XIV *Cuerpo de Guerrilleros Españoles en Francia* (bras armé de la *Unión Nacional Española*) et **Luis Fernández**. En 1942, celui-ci coordonne la 5^e Brigade de Guérilleros de l'Aude, la 3^e Brigade d'Ariège et la 1^e Brigade des Pyrénées Orientales. En mai 1944, le XIV *Cuerpo*, fort de 31 brigades départementales en Zone Sud, est rebaptisé *Agrupación de Guerrilleros Españoles en Francia* (AGE). Sous le commandement de **Luis Fernández**, la AGE intègre, comme formation espagnole autonome, les *Forces Françaises de l'Intérieur*, créées peu avant.

Ce 26 juillet 2020, comme les années précédentes, la cérémonie s'est tenue sous l'égide conjointe de la Section de l'Aude de l'AAGEF-FFI (présidée par Nadine Cañellas) et de la Mairie d'Alet-les-Bains (dirigée par Ghislaine Tafforeau) et avec le soutien de la Députée de la circonscription (Mireille Robert). Elle a été rehaussée par la participation active du Sous-préfet de Limoux (Patrice Bouzillac). Après les prises de parole de Nadine Cañellas et d'Henri Farreny, ont été chantés *El Himno de los Guerrilleros*, *El Himno de Riego* et *La Marseillaise*.

La cérémonie d'Alet avait été précédée par un hommage à l'officier américain **Paul Swank**, devant son tombeau, là où il tomba le 17 août 1944 ; merci au Comité ANACR pour l'organisation. Un troisième rassemblement a eu lieu à Limoux, sous l'égide de la Mairie, devant le Monument de la Résistance. Une forte délégation de l'AAGEF-FFI, arborant ses drapeaux et une banderole saluant la solidarité antinazie entre combattants étrangers et patriotes français, a déposé des gerbes aux deux endroits.



26 juillet 2020, Alet-les Bains

Gerbes déposées par la Sous-préfecture de Limoux, la Députée de Limoux, le Conseil régional d'Occitanie, la Mairie d'Alet et l'AAGEF-FFI



Accueil par la Maire d'Alet-les-Bains, Ghislaine Tafforeau

Photos : Christian Morales
Reportage commenté accessible ici : <https://sites.google.com/view/aagef-ffi>



26 juillet 2020, Alet-les Bains

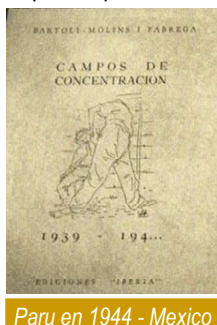
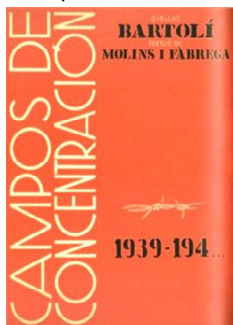
1 : Ghislaine Tafforeau, Maire d'Alet, 2 : Patrice Bouzillac, Sous-préfet, 3 : Mireille Robert, Députée, 4 : Rose-Marie Jalabert-Tailhan, Conseillère départementale, 5 : Philippe Andrieu, Conseiller régional

Un magnifique film d'animation et divulgation : JOSEP - Un contexte qui invite à réfléchir

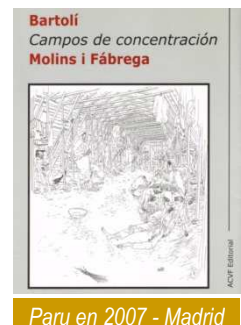
L'illustrateur Josep Bartoli i Guiu, né en 1910 à Barcelone, mort en 1995 à New York, était quasi inconnu en France, jusqu'à récemment. Il est vrai qu'il n'y a vécu que 4 ans. Soldat de la Guerre d'Espagne, à partir de février 1939 il a subi plusieurs camps de concentration français. En 1943, il réussit à émigrer au Mexique ; là-bas, dès le printemps 1944, il

publie un recueil de ses dessins, accompagnés par un texte politico-poétique écrit par un autre exilé, le journaliste Narcis Molins i Fàbrega, né en 1910 à Beuda (Géronne), mort en 1964 à Cuautla (Mexique). La conclusion, "A Francia", stigmatise "los verdugos que persiguieron a los refugiados y los torturaron en los campos de concentración y en las compañías de trabajo" mais exalte les Français "que luchan y mueren" aux côtés desquels "combaten centenares de españolas que fueron ayer huéspedes de los campos de concentración" [lignes datées de mars 1944]. Le livre a été réédité en Espagne en 2007 ; la page de garde [ci-contre ; cf. bulletin n° 146] souligne la brutalité de « l'hébergement ».

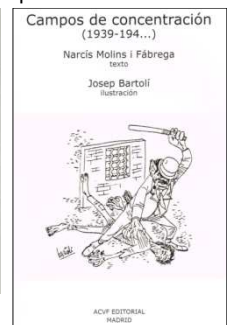
fidèle au livre. Voir *Josep*, en débattre (pas seulement le consommer), contribuera à abattre le mur de la censure. Car, dans *Josep*, d'entrée, les camps sont nommés, clairement, haut et fort, comme il se devait : *campes de concentration*. Leur réalité, leur indécence, sont rendues avec force. Les responsabilités de la France d'alors sont pointées. Les artistes



Paru en 1944 - Mexico



Paru en 2007 - Madrid



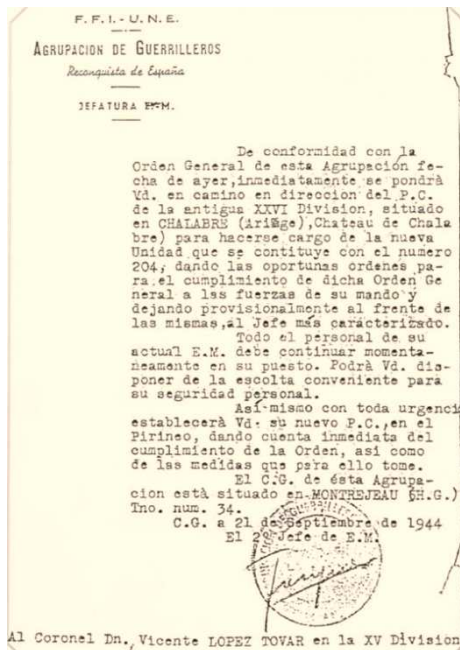
Œuvre magnifique et instructive, le film *Josep* (octobre 2020), réalisé par Aurel sur un scénario de Jean-Louis Milesi, est brillamment

Fin août 1944, après les libérations de Foix et Toulouse (19 août), Paris (25 août) et Bordeaux (27 août), l'espoir était grand pour les Espagnols... Depuis mai 1941, le journal clandestin *Reconquista de España* était diffusé dans les deux zones, occupée et « libre ». Autour de lui, fin 1941 et début 1942 s'étaient formés des dizaines de comités de la pluraliste *Unión Nacional Española* (UNE). S'appuyant sur la UNE, des dizaines de groupes de guérilleros s'étaient engagés dans la lutte armée pour que les Français recouvrent la liberté. Après 4 ans de sacrifices (morts, blessés, prisonniers, déportés) vint l'heure de *reconquérir l'Espagne*.

Le quartier général de la *Agrupación de Guerrilleros Españoles* fut installé à Montréjeau (Haute-Garonne), dans la demeure *Casteljoli*, aux grilles de laquelle, une plaque commémorative a été fixée en décembre 2019 (cf. bulletin n° 156). Pendant quelques semaines, c'est là que se prépare *la Ofensiva de los Pirineos* : 31 brigades de 300 hommes environ vont traverser les Pyrénées ; 11 d'entre elles, attaqueront au centre de la chaîne sous les ordres du colonel **Vicente López Tovar**, jusqu'alors chef de la 15^e Division de guérilleros : ce sera *la Operación del Valle de Arán*.

Le 21 septembre 1944, ordre lui est donné d'installer son P. C. au château de Mauléon, à Chalabre (Aude ; sur le document ci-contre, « Ariège » est une erreur). Ce lieu était alors le siège de la 26^e Division (Ariège, Aude, Pyrénées Orientales), maintenant fusionnée avec la 15^e (Corrèze, Dordogne, Lot, Haute-Vienne), la 3^e (Gard, Lozère, Ardèche) pour former la 204^e Division, destinée au Val d'Aran.

Les 2 photos ont été prises devant le château, sans doute avant le 21 septembre. Dans le groupe on retrouve (n° 1) **Pascual Gimeno Rufino**, sujet de la 1^{re} photo ; il fut assassiné à Valencia le 23 juillet 1945 par d'autres guérilleros, au prétexte qu'il aurait trahi, ce qui s'avéra faux ; cf. bull. n° 124 et 131). Le n° 2 semble être **Manuel Castro Rodríguez**, fusillé à Madrid le 21 février 1946, avec **Cristino García Grande** et **Antonio Medina Vega**.



Ci-dessus, au château de Mauléon, à Chalabre : **Pascual Gimeno Rufino** (*comandante Royo*), chef de la 3^e Brigade de Guérilleros (Ariège) qui libéra Foix. Cette brigade, la 5^e (Aude) et la 1^{re} (Pyrénées Orientales) constituait depuis juin 1944 la 26^e Division dirigée par **Manuel Castro Rodríguez**.



Le n° 3 est **Guy David**, responsable des FFI dans l'Aude en 1944. Le n° 4 est le colonel **Lucien Maury**, chef du maquis de Picaussel. Le n° 5 est **Jacinto Castellà Rollan** (*Alcantarilla*), qui fut ensuite un des présidents de la Section AAGEF-FFI de l'Aude. L'enfant (n° 6) est Jean-François de Mauléon, aux côtés de son oncle, le comte de Mauléon (tous deux vivaient au château).

Henri Farreny et Christian Morales

Suite de la page 7

JOSEP - Un « matériel presse » qui jure gravement avec le film... et avec l'Histoire

qui ont conçu *Josep*, le film, n'ont pas cédé à la censure. Dans la séquence finale une rotative imprime le livre "*Campos de concentración*" : un symbole puissamment significatif. Bravo.

Car, en France, certains s'évertuent à proscrire systématiquement la dénomination originelle *camp de concentration*. Au lieu de dire ce qui fut, au lieu d'expliquer le caractère générique de cette appellation, au lieu de présenter son histoire, ils occultent les usages et interprétations qu'en firent les ministres de l'intérieur Albert Sarraut (3^e République) et Marcel Peyrouton (État Français). Ils refusent tout débat.

Ainsi, dans le « matériel presse » (téléchargeable sur www.sddistribution.fr , 8 pages, format 40 cm x 30 cm), pas une seule fois l'appellation française d'époque, *camp de concentration*, n'apparaît. L'intention *crée* par les titres des

livres de 1944 et 2007 est tue. Ce livret est d'une pauvreté historique insigne, qui jure avec le film. La page consacrée à *La Retirada* (p. 6) contient de grossières erreurs. Passons sur la *guerre « civile »* et les « Nationalistes ». Mais quel « *conseiller scientifique* » a laissé affirmer : « *Barcelone, dernier territoire insoumis* » ? Qui a confondu *Vernet* (Hte-Garonne) avec *Le Vernet* (Ariège) ? Et Rieucros en Ariège avec Rieucros en Lozère ? Pourquoi la table chronologique omet-elle que la Guerre d'Espagne, contre la coalition des états fascistes, ne se termina que le 1^{er} avril, 6 semaines après *La Retirada* ?

Pire, p. 2 « *l'effondrement de la République* » est situé avant le 14 février 1939 ! Rien n'est dit de la trahison de la France qui reconnaît le régime de Franco le 27 février. Rien n'est dit du rôle des camps de concentration français comme antichambres des camps de concentration allemands... ni comme creusets de la Résistance des Espagnols... Dommage.



LA RETIRADA Extraits du livret

Suite aux trois années de guerre civile espagnole (1936-1939) opposant les Nationalistes aux Républicains, Franco finit par s'emparer de l'ensemble de l'Espagne. En janvier 1939, les troupes franquistes entrent dans Barcelone, dernier territoire insoumis. Dans les jours qui suivent, plus de 450 000 personnes cherchent à trouver refuge en France, c'est la *Retirada* - « retraite » en français. S'y mêlent civils, militaires, officiels de la République espagnole se pressant sur les routes de Catalogne, tentant de traverser les Pyrénées à pied sous la neige.

Ce 29 octobre 2020, la Ville de Toulouse a ouvert un bienvenu site d'évocation historique dans le bâtiment de la prison Saint-Michel qui a été conservé : « Le Castelet ». L'histoire de la prison, l'histoire de ceux qui y vécurent à divers titres, y sera racontée, des origines (1869) jusqu'à la fermeture (2009). Une section importante sera consacrée à la période

de la 2^e Guerre Mondiale. Des figures de la Résistance qui furent détenues dans la bastille toulousaine, seront présentées, dont Ángel Álvarez Fernández, Rosina Bet, Angèle Bettini Del Río, Joan Blázquez Arroyo, José Cubells Galcera, Boris Frenkel, Enzo Godeas, Juan José Linares Díaz, Jaime Nieto López, Francisco Ponzán Vidal, Marcel Langer, Con-

chita Ramos Grangé, Diego Rodríguez Collado... Le destin de ces personnes a été souvent évoqué dans ces colonnes. Récemment, nous présentions des biographies synthétiques, actualisées, de Juan José Linares Díaz (cf. n° 156, 31/12/2019), Joan Blázquez et Jaime Nieto (cf. n° 157, 31/03/2020). Voici deux nouveaux portraits. D'autres suivront.



José Cubells Galcera, né à Flix (Catalogne, province de Tarragone) le 22 décembre 1919, il est apprenti-forgeron du début 1934 jusqu'au printemps 1936 ; il est alors embauché dans un

chantier lié à la construction d'un barrage sur l'Èbre ; il y travaille quand, à partir du 18 juillet 1936, la République espagnole – qui n'a que 5 ans d'existence – doit affronter un soulèvement militaire immédiatement appuyé, en troupes et en matériels, par les dictatures d'Allemagne, Italie et Portugal.

En février 1938, à 18 ans, José Cubells est mobilisé dans la 32^e Division de l'Armée Populaire de la République qui défend la Catalogne jusqu'à la chute de Barcelone, fin janvier 1939. La Guerre d'Espagne se termine le 1^{er} avril 1939 par la victoire de la coalition fasciste internationale (dès septembre la France entre en guerre contre l'Allemagne).

Deux mois auparavant a eu lieu la retraite de Catalogne, *La Retirada* : environ 450 000 personnes, dont deux tiers de soldats, sont passés en France entre le 29 janvier et le 13 février 1939. La plupart ont été enfermés dans les camps de concentration des Pyrénées Orientales. José Cubells entre en France par Prats-de-Mollo le 7 février. Après quelques jours de regroupement en Arles-sur-Tech il est transféré le 15 février 1939 au camp d'Argelès-sur-Mer puis au camp du Barcarès.

Le 26 décembre 1939, malgré ses réticences à être utilisé comme main d'œuvre au rabais, il est affecté à la 195^e Compagnie de Travailleurs Étrangers ; le 20 janvier 1940 celle-ci est envoyée à Le Vigeant (Vienne). A l'automne 1940 il est versé dans le 651^e Groupement de Travailleurs Étrangers établi à Ussac (Corrèze). A l'été 1942, il est affecté comme mécanicien aux établissements Serve, à Eyrein, près d'Ussac.

Des documents saisis par la police au printemps 1942 [Réf. 1] attestent que José Cubells milite activement au sein de la *Unión Nacional Española* qui appelle les Espagnols à refuser de partir travailler en Allemagne et qui s'emploie à former des noyaux de lutte armée. Il est arrêté le 16 septembre 1942, à Eyrein, dans le cadre de la vaste opération répressive que la police vichyste appela : « L'Affaire Reconquista de España ».

En 1986, Danielle et Jean-Charles Sutra [Réf. 2] rapportent des éléments d'un entretien

avec lui : « Nous avons été conduits à Limoges où nous avons été maltraités, torturés, brutalisés puis amenés à Toulouse dans un fort militaire. ». Il s'agit de la prison Furgole. Il y retrouve nombre de ses compagnons guérilleros tels que Jaime Nieto López, arrêté à Toulouse deux semaines auparavant.

Le 3 février 1943, il est transféré à la prison Saint-Michel. Il fait partie du groupe de 19 détenus, tous poursuivis dans le cadre de « L'Affaire Reconquista de España » qui, les 1^{er} et 2 juillet 1943, écrivent au Juge d'Instruction et au Procureur de l'État Français pour se plaindre des conditions de détention. Ce sont : Emilio Barcala Carmona, Juan Benaiges Guasch, José Bolados Martínez (faux-nom de Jaime Nieto López), Álvaro Borge Panero, Abel Carretero Martínez, Felipe Codina Colina, José Cubells Galcera, Francisco De la Torre Luque, Antonio Durán Chacón, Francisco García Badillo, José Gómez Corrales, Alfonso González Cimas, Fulgencio González Cruz, Alfonso Gutiérrez Jurado, Antonio Lorigados Seoane, Casimiro Mainar Mainar, Juan Morente Leonés, Patricio Morón Rueda, Timoteo Villasante Cebrián. Trois semaines plus tard, 11 des pétitionnaires sont transférés au camp de Noé (Haute-Garonne) [Réf. 1].

Fin mars et début avril 1944, une nouvelle réclamation collective est orchestrée à la prison Saint-Michel : au moins 16 résistants (13 Espagnols, 3 Français) écrivent au préfet, pour protester contre le régime infligé aux détenus politiques. Ci-après est reproduit le début du courrier écrit par José Cubells. Des lettres semblables sont écrites, parallèlement par : Ángel Álvarez Fernández, Michel Arlet, Alfredo Bermejo Díaz (faux-nom de Alfredo Perera García), José Bolados Martínez (faux-nom de Jaime Nieto López), Guy Bourgeix, José Cubells Galcera, Charles Fournier, Francisco García Badillo, Manuel García Velasco, Feliciano Gracia Zalaya, Manuel Hernández García (faux-nom de Ángel Celadas Gómez), Francisco Jordán Martos, Jesús Nicolás Miruri, José Ortiz Austrich, Luciano Piedrafita Sánchez. [Réf. 1].

Le 2 juin 1944, José Cubells passe enfin devant un tribunal : la Section Spéciale de la Cour d'Appel de Toulouse. Il raconte [Réf. 2] :

« Quelques jours après, on nous a conduits au camp du Vernet en Ariège. Puis 10 jours après, avec une cinquantaine de camarades, nous avons été reconduits en camion à Toulouse... on avait pour consigne de s'évader.

C'est ce que nous avons fait lors d'un transfert entre 2 gares à Lyon... Nous avons rejoint les FFI dans l'Ain où j'ai fait toute la campagne jusqu'à la Libération de Lyon avec le grade de sergent homologué par la suite. ».

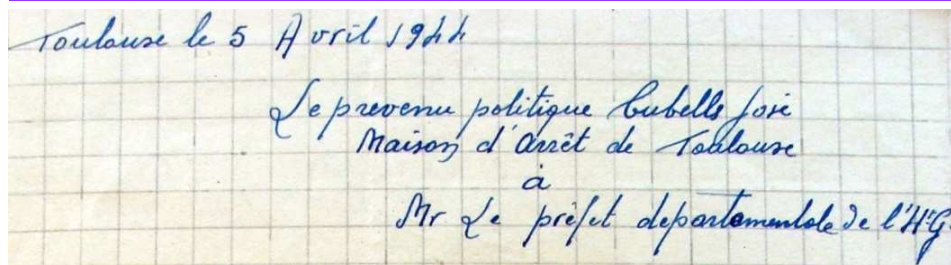
José Cubells a été vice-président de l'« Amicale des Anciens Internés Politiques du Camp du Vernet »⁽¹⁾ enregistrée officiellement dès le 1^{er} décembre 1944. Jusqu'à sa mort il est resté membre de sa direction.

En 1974, dans le n° 3 du bulletin de cette association [Réf. 3], il évoque le procès :

« Les peines de prison avaient été lourdes : elles allaient de douze mois à cinq ans de prison. La Section Spéciale de la Cour d'Appel de Toulouse avait voulu faire un exemple des quarante détenus qu'elle venait de juger à huis clos... Cela se passait le 2 juin 1942. Il faisait très chaud ce jour-là... Plusieurs centaines de policiers, G.M.R., miliciens, policiers en civil... surveillant le Palais de Justice... parce qu'elles craignaient une attaque des forces de la Résistance... Le procès se termina à une heure avancée de la journée. Rentrés à St Michel nous fûmes divisés en deux groupes : d'un côté, ceux dont la détention préventive couvrait la peine encourue ; de l'autre, tous ceux qui avaient pris deux ans et plus. Ce fut un moment très émouvant pour nous parce que nous chantâmes la Marseillaise et l'Himno de Riego de la République espagnole... Je faisais partie du groupe du Vernet, car mes vingt et un mois de prison préventive couvraient les dix-huit mois de condamnation. ».

Puis, à propos de son arrivée au Vernet (selon les documents du camp : le 14 juin 1944) :

« Je pesais 48 kilogrammes en arrivant au Camp, alors que mon poids normal était de 72 : les vingt et un mois de prison avaient fait leur œuvre... Le lendemain de mon arrivée, je prenais contact avec l'organisation de la Résistance du Camp. Vers le 15 juin, il m'était proposé de faire partie d'un petit groupe qui devait tenter une évasion avec l'aide de l'extérieur : nous pressentions en effet, qu'il se préparait un nouveau convoi pour les camps d'extermination nazis. Il se fit le 20 Juin au petit matin. Branle-bas de combat dans le baraquement : les Allemands criaient comme des fous des ordres que nous ne comprenions pas... quatre-vingt-douze camarades⁽²⁾ furent réveillés, amenés et embarqués dans des camions... ».



Emprisonné sans jugement depuis 20 mois, José Cubells réclame à nouveau auprès du préfet de Hte Gne

A Toulouse on les place immédiatement dans un convoi à destination de l'Allemagne. Ce même 20 juin, lorsqu'à Lyon on les transfère vers le fort de Montluc (étape prévue avant la poursuite du voyage), ils sont quatre à s'échapper ensemble : un Français, Pierre Carrière, cheminot à Carcassonne, et deux autres Espagnols impliqués aussi dans « L'Affaire Reconquista de España » : Mariano Campos Cabastro et Sergio Puig Almirall⁽³⁾.

José Cubells ajoute : « Le lendemain de notre évasion, le 21 juin après mille péripéties, nous étions pris en charge par l'A.S. (armée secrète) de Morestel (Isère) et conduits au groupe du capitaine Peysson, dans le maquis d'Ambléon (Ain)... Nul doute que le Camp du Vernet a joué son rôle dans la Résistance et que les camarades qui y ont séjourné et combattu méritent le titre de Résistants. ».

Pour sa combativité dans l'Ain et l'Isère du 22 juin au 2 septembre 1944, José Cubells a reçu la Croix de Guerre avec étoile de bronze et a été cité à l'ordre de la brigade dès le 19 septembre 1944.

A la fin de 1944, José Cubells revint dans le sud-ouest : « À Toulouse j'étais près de l'Espagne, c'était important pour moi car je pensais sans cesse à une possible libération de l'Espagne de Franco, et je n'étais pas le seul. ». Effectivement, en septembre et octobre, près de 10 000 combattants (31 brigades de 300 hommes) de la *Agrupación de Guerrilleros Españoles* (AGE, composante espagnole des Forces Françaises de l'Intérieur, les FFI, depuis leur création au printemps 1944) avaient traversé les Pyrénées, en vue de libérer leur patrie

sans attendre la libération complète de la France ; le point d'orgue de cette campagne (connue comme *L'Offensive des Pyrénées*) fut *L'Opération du Val d'Aran* qui mobilisa 11 brigades pendant la 2^e quinzaine d'octobre 1944. Faute de soutiens, ne serait-ce que politiques, de la part des gouvernements alliés, l'essentiel des guérilleros infiltrés dut rentrer en France ; environ 330 d'entre eux avaient été tués et 700 faits prisonniers.

Pour conserver ses armes, son organisation, et sa capacité de soutien aux maquis encore actifs en Espagne, l'AGE négocia avec le commandement des FFI, la constitution de Bataillons Espagnols de Sécurité, dirigés par un état-major espagnol (*Agrupación de Batallones de Seguridad*) sous l'autorité de l'État-Major (français) de la Frontière des Pyrénées.

Onze bataillons furent créés à la mi-novembre 1944 [Réf. 6]. José Cubells intégra le 1^{er} Bataillon Espagnol de Sécurité, basé à Toulouse, sous le commandement de Luis Bermejo, ancien chef de la 11^e Brigade de Guérilleros de l'Hérault. Le gouvernement français ne voulant pas soutenir l'opposition armée au régime franquiste décida de démobiliser l'ensemble des 11 bataillons fin mars 1945.

En 1948, José Cubells a été homologué sergent des FFI. Ses états de service comme guérillero depuis le printemps 1942, puis comme prisonnier-résistant à Toulouse, au Vernet et dans le convoi de déportation ne semblent pas avoir été pris en considération comme mérité ; néanmoins, ils forcent l'admiration et la gratitude.

Henri Farreny

(1) Devenue par la suite : *Amicale des Anciens Internés Politiques et Résistants du Camp de concentration du Vernet d'Ariège*. Depuis les années 2000, le président de l'association est Raymond Cubells, fils de José.

(2) Ce nombre « quatre-vingt-douze » résulte plausiblement d'une confusion avec un autre événement. Car, dans le mémoire qu'il a écrit en 1996 [Réf. 4], José Cubells indique : « avec une trentaine de prisonniers, les Allemands nous conduisirent en camions jusqu'à la gare Matabiau à Toulouse ». Selon les archives issues du camp du Vernet, la liste des départs de ce 20 juin 1944 comprenait 43 personnes [Réf. 1, chapitre 8]. Huit d'entre elles, toutes espagnoles, avaient subi la prison Saint-Michel. En 2012 nous avons publié des documents prouvant que certains des prisonniers du convoi dont s'est échappé José Cubells avaient été déportés finalement au camp de concentration nazi de Heydebreck, près d'Auschwitz (Pologne). [Réf. 5].

(3) Mariano Campos Cabastro est né le 28 janvier 1903 à Burgos ; ancien employé de banque à Madrid, il a été arrêté le 15 septembre 1942 à Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne). Sergio Puig Almirall est né le 25 janvier 1910 à Barcelone ; ancien instituteur à Barcelone, il a été arrêté le 17 septembre 1942 à Bergerac (Dordogne). Tous deux avaient subi la prison Saint-Michel.

[Réf. 1] *L'Affaire Reconquista de España – 1942-1944, Résistance espagnole dans le sud-ouest de la France*, Charles et Henri Farreny, 2^e édition, Espagne au cœur, 2010.

[Réf. 2] *Patriotes d'Ariège 1939-1945*, Danielle et Jean-Charles Sutra, Éditions Le Patriote, 1986.

[Réf. 3] *Sur mon passage au camp du Vernet*, José Cubells, bulletin n° 3 (p. 9) de l'Amicale des Anciens Internés Politiques du camp du Vernet, 1^{er} semestre 1974, accessible sur le site : <http://www.campduvernet.eu>

[Réf. 4] *Un peu d'histoire de ma vie*, José Cubells, mémoire personnel (Collection famille Cubells).

[Réf. 5] *Périple d'un des guérilleros du Lot*, Bulletin d'Information AAGEF-FFI n° 126 (p. 7), 30 juin 2012, accessible sur le site AAGEF-FFI Informations : <https://sites.google.com/view/aagef-ffi>

[Réf. 6] *Luchando en tierras de Francia*, Miguel Ángel Sanz, Prólogo de Jean Cassou, Ediciones de la Torre, 1981. Voir aussi, très directement inspiré du précédent : *Guérilleros en terre de France*, Amicale des anciens guérilleros, Préface de Léo Figuières, Le temps des cerises, 2004 (2^e édition).

Lectures à découvrir et déguster

• Vient de paraître, à l'initiative de l'association *Pour le Souvenir du Camp de Rieucros* : *L'incendie. Idées et souvenirs*, texte terminé en 1954 par Isabel del Castillo.

Journaliste républicaine à Madrid, la maman de l'écrivain Michel del Castillo a été internée au camp de concentration de Rieucros (Mende, Lozère). Elle raconte notamment son départ d'Espagne, son arrivée en France puis à Mende (le 6 juin 1940) où elle passe 10 mois, et enfin à Montpellier où elle est hospitalisée 8 mois.

Traduit de l'espagnol par Floreal Peleato. Pour l'obtenir (14 € + 4,19 € de frais de port) écrire à : madeleine.deshours@wanadoo.fr ou à Mado Deshours, 32 LaCouvertoirade, 48000 Mende.

• A paraître : *Un républicain espagnol. Mourir à 20 ans*, BD de Philippe Guillen (scénario et dessins). Le 3 avril 1940, voici 80 ans, mourrait dans le camp de concentration français de Septfonds, un Espagnol de 20 ans,

José María ASÍN USIETO.

Philippe, talentueux dessinateur, mais aussi chercheur avisé, bien connu pour son album sur Arnal (le créateur de Pif le Chien), donne à voir d'après archives, le parcours de ce jeune combattant républicain. Pour aider à la sortie (en espagnol et en français) de cette œuvre, taper en requête internet :

un-republicano-espanol-muerto-a-los-20-anos
Vous accéderez à un site de financement participatif. Ou bien écrire à : pguillen@hotmail.fr



• Voici 20 ans, Alain Léger publiait : *Les indésirables – L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais* (Éd. Le Croît vif.). Entre autres mérites, l'ouvrage présentait une étude méticuleuse concernant le convoi de déportés parti d'Angoulême le 20 août 1940, connu ensuite comme « *el convoy de los 927* ». Nombre d'auteurs ignoraient son existence ou s'aventuraient à son sujet*. Son livre étant devenu hors de prix sur internet, Alain Léger a eu la bonne idée de mettre en accès libre une nouvelle édition revue, corrigée et augmentée. On peut la télécharger ici : www.entreprises-coloniales.fr/empire/Les_Indesirables.pdf

* Dans son livre de 1999, Geneviève Dreyfus-Armand avait cru pouvoir parler de « *envirom 2000 civils* ». Erreur reprise par Peter Gaida dans sa thèse sur les GTE (2007) et éditions postérieures.



Boris Frenkel naît à Paris le 22 février 1922. de Samuel Frenkel, joaillier à Paris, et d'Anna Rivkind. Il a un frère, Gilbert, et une sœur, Lise. Il s'agit d'une famille bourgeoise, juive, mais peu pratiquante, qui s'incorpore à l'Exode suscité par l'invasion allemande de mai-juin 1940. En juin 1940 les Frenkel parviennent à Auch, préfecture du Gers, où ils occupent, avec une tante, un très bel appartement au boulevard Roquelauré, la maison du bonheur pour Lise Frenkel.

Boris Frenkel dira plus tard devant les policiers de la 8^e brigade de police de sûreté de Toulouse, qu'il avait très mal réagi face à La Débâcle : « *La France est tombée bien bas* ».

A la rentrée 1940, au lycée d'Auch il est inscrit en section de mathématiques ; ultérieurement il passe en philosophie. Il côtoie d'autres élèves réfugiés eux aussi, juifs pour certains d'entre eux. Son intégration dans le milieu auscitain est facilitée par le milieu scolaire mais aussi par son adhésion aux Éclaireurs de France. Boris est reçu à la deuxième partie du baccalauréat en juillet 1942.

Boris Frenkel et sa famille sont confrontés ; politique raciste et antisémite de Vichy avec premier Statut des juifs (loi du 3 octobre 1940) et à « limiter le nombre de juifs en surnum dans l'économie nationale » ; un certain nombre de professions leur sont désormais interdites. La législation se durcit avec le deuxième Statut des juifs (loi du 2 juin 1941) qui réduit encore les professions autorisées, mais surtout subordonne l'autorisation de toute activité commerciale ou artisanale à une autorisation préfectorale, autorisation qui est refusée au père de Boris Frenkel.

A partir du printemps 1941 la mairie d'Auch et la préfecture du Gers recensent les logements occupés par des israélites français ou étrangers pour les attribuer à des « Français méritants ». Le 30 avril 1942 l'appartement des Frenkel est visité par la police et la famille de Boris expulsée, ce qui provoque sa dispersion. Ses parents se rendent à Capdenac (Aveyron) où ils s'installent à l'hôtel Terminus ; Boris part à Toulouse afin d'y entamer des études de médecine ; sa sœur Lise est confiée à la bonne de la famille : Léonie ; le père se rend à Nice pour tenter de trouver du travail.

Boris Frenkel s'installe donc à Toulouse à l'automne 1942. Arrêté, en août 1943, il déclarera au juge d'instruction qu'il avait tenté de s'inscrire en faculté de Médecine mais n'avait pas obtenu de réponse. Avidé d'apprendre, il travaille à la bibliothèque municipale, les sciences mais aussi l'histoire ; néanmoins, au regard de la loi sur le Service du Travail Obligatoire (STO), il se trouve en situation irrégulière ; par précaution, il préfère changer d'adresse ; début 1943, il loge 10 rue Saint-Etienne, dans une famille dont le fils est étudiant en médecine.

C'est à ce moment-là, au cours du premier trimestre 1943, qu'il devient réfractaire au STO et résistant. Le milieu étudiant favorise les rencontres avec des jeunes qui n'acceptent ni la défaite de la France, ni la présence de l'occupant allemand dans les rues de Toulouse depuis le 11 novembre 1942. Il adhère d'abord aux Jeunesses Communistes clandestines, grâce à un contact dont le pseudo est *Paul*, puis rejoint la 35^e Brigade de Francs-Tireurs et Partisans – Main d'œuvre Immigrée (FTP-MOI) ; il expliquera que, pour lui, les FTP-MOI sont « *une organisation d'action plus directe que celle des jeunesses communistes* ».

Comme membre des FTP-MOI, son numéro matricule est le numéro 35005 ; il dispose d'une fausse carte d'identité sous le nom de Dumas Georges ; il est affecté à un groupe de trois combattants. En mai 1943, il participe à une attaque à la bombe contre un transformateur de la Cartoucherie de Toulouse. Le même mois, son groupe détruit une machine sur un chantier allemand de réparation de citernes d'essence. Le 17 juillet 1943, il dépose une bombe, place des Carmes, devant la maison du docteur Jean Barthet, président de la section toulousaine du P.P.F. (Parti Populaire Français, parti d'extrême droite favorable à la politique de collaboration avec les nazis).

Le 23 juillet 1943, Marcel Langer, premier commandant militaire de la 35^e Brigade FTP-MOI est guillotiné dans la prison Saint-Michel. Il avait été condamné à mort par la section spéciale de la cour d'appel de Toulouse pour détention d'explosifs. Le soir même, Boris Frenkel se porte volontaire pour le venger en exécutant un soldat allemand. Le préfet régional Cheneaux de Leyris informe par voie de presse que « *une prime très importante, en argent sera versée par les autorités françaises à la ou les personnes permettant d'identifier ou de retrouver le ou les auteurs de l'attentat commis par arme à feu au cours de la nuit du 23 au 24 juillet 1943 contre un militaire allemand rue Bayard à Toulouse* ».

Le 23 août 1943, il est désigné par Victor Bardach (dit Jean Gerhard, ancien officier polonais qui avait combattu en 1940 en France dans un régiment polonais, successeur de Marcel Langer comme commandant militaire de la 35^e Brigade FTP-MOI), pour exécuter Louis Mas, responsable du service de renseignement de la Milice, plus particulièrement chargé de la lutte contre les communistes et les juifs. Le 24 août, il reçoit un revolver et des munitions. Le 25 août, dans la matinée, il se présente au domicile de Louis Mas, 32 rue Pharaon, monte au 1^{er} étage et sous un prétexte lié à son activité professionnelle, parvient à se faire ouvrir la porte. Il ouvre le feu par deux fois sur Louis Mas, redescend dans la rue, jette son arme et se met à courir en direction de la place des Carmes. Louis Mas parvient à traverser son appartement et depuis son balcon fait feu sur Boris Frenkel qui est poursuivi par un passant, lequel est policier. Les protections répliquent

pour le protéger. Mais, lorsqu'il parvient place des Carmes, un autre passant le fait chuter, le policier le rattrape, il est arrêté. Il est conduit au commissariat du quartier puis au commissariat central dans les services de la 8^e Brigade de Police de Sûreté. Lors des premiers interrogatoires, il ne donne aucun nom, malgré les violences physiques exercées sur lui.

Il ne révèle pas l'adresse de son logement mais les policiers finissent par le localiser. Ils découvrent une multitude de cartes d'identité, des déclarations de changements de résidence, des certificats de recensement, le tout en blanc, et aussi des brochures et des tracts communistes.

Présenté au juge d'instruction le 7 septembre 1943, il finit par reconnaître son appartenance aux FTP-MOI et justifie son action contre le milicien Mas. Il affirme l'avoir exécuté par patriotisme, pour hâter la libération de la France, que la Milice retarde par l'aide active qu'elle apporte à l'envahisseur.

Incarcéré à la prison Saint-Michel, il parvient à maintenir le dialogue avec ses camarades de combat, par l'intermédiaire de l'aumônier israélite. Il organise avec un autre résistant Filatow Grégoire et cinq autres détenus une tentative d'évasion. L'opération échoue et ils sont condamnés à 30 jours de cellule disciplinaire. A la suite d'une demande du Préfet au ministre de l'intérieur cette punition est portée à 90 jours.

Par crainte que l'autorité allemande ne s'empare de Boris Frenkel, le procureur général insiste pour qu'il soit jugé au plus tôt. Mais il semble que l'on ait eu du mal à constituer le tribunal ; car, le 10 octobre 1943, l'avocat général Lespinasse, qui avait requis la peine de mort contre Marcel Langer, a été exécuté par des membres de la 35^e Brigade ; depuis, les magistrats craignent pour leur vie. Boris Frenkel est jugé à huit clos par la Cour spéciale le 25 février 1944 et condamné à 20 ans de prison.

Le 26 février, il est transféré à la Centrale d'Eysses, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) où, depuis octobre 1943, les autorités de Vichy rassemblent les détenus politiques de la zone sud. Mais le 19 février 1944, les détenus se sont révoltés afin de rejoindre les maquis et poursuivre la lutte à l'extérieur. L'opération a échoué. Le 23 février, douze détenus ont été condamnés à mort (dix Français et 2 Espagnols) et fusillés. Le 30 mai, Vichy livre la plupart des détenus, environ 1 200 « terroristes », aux Allemands. Un convoi formé en gare de Penne d'Agenais (Lot-et-Garonne), les emmène à Compiègne. Lors de ce transfert, Boris Frenkel est sauvagement battu par les nazis. Il est déporté à Dachau le 18 juin 1944, puis à Mauthausen et Gusen, où il meurt le 21 mars 1945.

André Magne

Sources : ● Pierre Field et Boris Frenkel, *Destins entrecroisés dans le Gers (1940-1942)*, Gisèle Polya-Somogyi, Actes du colloque *Familles juives dans le Gers durant la Seconde Guerre mondiale*, Auch, 21 mai 2008. ● Archives départementales de la Haute-Garonne (investigation en cours).

Disparitions



Mariano RADIGALES s'est éteint à Toulouse le 6 octobre 2020 à « Varsovie », *el hospital Varsovia*, ouvert en septembre 1944 par la *Agrupación de Guerrilleros Españoles*.

Mariano RADIGALES, mon père

Tu es né le 15 août 1924 à Selgua / Monzón dans la *provincia de Huesca*. En 1937, à 13 ans, face à l'avancée des troupes franquistes, tu quittes ton village natal avec ta mère Andresa et ta sœur María ; destination la région sud de Barcelone où vous êtes accueillis dans une ferme. Ton père Pedro et Joaquín, ton grand frère, sont dans l'armée républicaine, ils combattent l'armée franquiste près de Valence.

Vous quittez la région de Barcelone en camion ; le passage en France ne se fait qu'à pied par la Junquera puis le Perthus. Dans le froid du 2 février 1939 vous arrivez sur le sol français. Un périple long, pour enfin se retrouver cantonnés (femmes et enfants) à Cistéron dans les Basses Alpes. Vous êtes conduits à quelques kilomètres de Dignes sans savoir où sont le père et le frère, sont-ils vivants ?

Une longue attente, l'ennui, pas d'école, aucune activité. C'est là, dans ce cantonnement, au bout de cet ennui, au bout de cette attente, que vous apprenez que la seconde guerre mondiale est déclarée : « *en fait, vous, vous aurez connu deux guerres successives... ou plutôt, une très longue guerre de 36 à 45...* »

C'est en scrutant jour après jour, ligne après ligne, les petites annonces des journaux que Pedro, le père, est retrouvé sur Toulouse. Après les camps de concentration, il est rattaché à une Compagnie de Travailleurs Espagnols à la poudrière toulousaine. Du fait que le père a un travail et un logement, un regroupement familial est possible et dès lors commence l'organisation d'une nouvelle vie à Toulouse. Le grand frère Joaquín n'est retrouvé qu'après ; il est ouvrier agricole en Aveyron.

Quelques mois après le début de ton apprentissage de coiffeur à Saint Michel⁽¹⁾, en allant travailler, tu constates que des chars d'assaut arborent des drapeaux avec des croix gammées. Ils occupent la place. Tu avertis immédiatement ton collègue et ami juif qui quitte sur le champ le salon de coiffure et disparaît avec

sa famille. Tu ne les reverras jamais. Courant 1942, tu savais, attentif aux propos de certains policiers clients du salon, que des rafles allaient être organisées, sans précision d'objectif ou de date. C'est sans délai, à 6 h du matin suivant, que la police française investit le logement familial d'Empalot⁽²⁾, tu as 18 ans. Ton beau-frère Mathias (plus âgé, marqué syndicalement) réussit à s'enfuir par une fenêtre.

Conduits avec d'autres au commissariat du Rempart Saint Etienne, vous assistez avec effroi au suicide d'un des vôtres⁽³⁾ qui dégoupille une grenade dissimulée sous ses vêtements. Tu as à peine 18 ans. Direction Muret : séjour court au camp de concentration des Sables.

Près de trois cents d'entre vous êtes acheminés par wagons vers l'ouest, vers la construction du mur de l'Atlantique, menottés et encadrés par la police française et les garde-mobles casqués et en armes ; au coup de sifflet, ils disparaissent et vous voilà livrés aux Allemands à la citadelle de Bayonne, privés de papiers d'identité, remplacés par des *ausweis*, vulgaires papiers sans photo.

Je vais taire quelques péripéties, je tais aussi les conditions de détention, d'hygiène, d'alimentation et les rythmes de travail. Tu finis par être affecté aux travaux de construction de la base sous-marine allemande de Bordeaux. Tu t'en évades quelques mois après, et, avec deux de tes camarades, vous gagnez clandestinement Paris où tu t'engages, à la caserne de Reuilly, dans le 3^e Bataillon des Guérilleros⁽⁴⁾ FFI et participes, aux côtés des soldats français de la Division Leclerc, à la libération de Paris.

Tu as appris, tu connais, le sens, le goût des mots : guerre, immigration, réfugié, apatride, souffrance, maltraitance, désir d'intégration, désir de paix... Par pudeur, par douleur, tu m'as très peu parlé de cette période de guerre, sinon ces dernières années, ces derniers mois où là tu as eu besoin de dire, de transmettre ; certainement comme beaucoup de tes camarades d'infortune tu as porté silencieusement et seul le poids de cette douleur. Ces derniers temps, tu as voulu que je sache. J'avais un peu appris de tes amis mais bien peu au regard de ce que tu as, de ce que tous les réfugiés avez réellement

vécu. Après la libération, en 1946, tu rencontres Gisèle que tu épouses en 1948, non seulement tu as rencontré l'amour de ta vie, mais tu as aussi le grand bonheur d'être adopté par une belle-famille Paletta aidante et aimante.

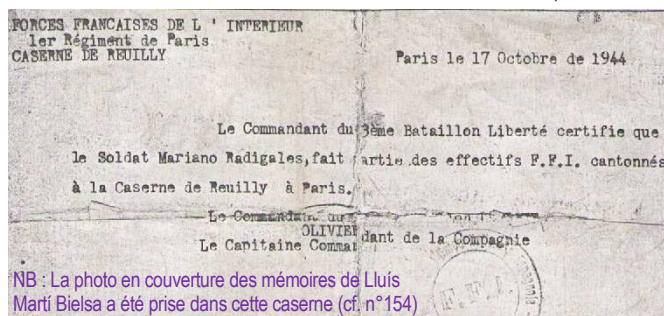
En 1950 j'arrive dans votre vie ; une vie modeste, laborieuse, très heureuse, joyeuse même au contact de la « tribu familiale », mais pétrie du respect de l'autre, digne. Tu m'inculques, ou plutôt tu me fais partager avec une conviction inébranlable, les valeurs de la République, de la Démocratie, de l'École et du Sport, auxquelles tu es tellement attaché.

Tu voulais être Français, parler français, être fier de pouvoir devenir citoyen de cette terre d'accueil, terre d'asile, de ce pays où l'idée de République avait tout son sens ; après que tu aies vécu les horreurs de la guerre, petite blessure, petite douleur, petite humiliation supplémentaires : alors que tu as servi la France pendant la guerre avec les guérilleros FFI, trois demandes de naturalisation furent nécessaires pour enfin l'obtenir le 30 juillet 1967, il t'a fallu attendre 22 ans.

Malgré tout cela, tu as réussi à être et à nous rendre heureux. De temps à autre tu paraissais sombre, inquiet... mais ça passait. Tu voulais surtout nous protéger, tenter de gommer la douleur de cette période. Je porterai ta mémoire, votre mémoire, avec amour et fierté.

Alain Radigales

⁽¹⁾ Quartier toulousain, siège du Q.G. de la gendarmerie et de la prison Saint Michel. ⁽²⁾ Quartier proche de la poudrière. ⁽³⁾ Nous comptons revenir sur cet acte. ⁽⁴⁾ Après la mort de José BARÓN (19 août), les guérilleros de Paris furent dirigés par Rogelio PUERTO. Ils s'intégrèrent dans le Bataillon Liberté organisé par les FTP-MOI, dirigé par le Roumain Boris HOLBAN, commandant OLIVIER, chef des FTP-MOI de la région parisienne depuis leur création, en juin 1942, jusqu'à juillet 1943 où Missak MANOUCHIAN lui succéda. (Notes : H. F.)



Manuel ALCAÏNE (*Manolo*) est décédé le 3 août 2020 à Tarascon-sur-Ariège. Il était né le 25 mai 1943 à Ornodac (Ariège). Ses parents, républicains espagnols d'Utrilla (Valencia) et leurs enfants âgés de 5, 6 et 3 ans, avaient subi *La Retirada*. Ils lui avaient transmis l'amour de la République et de ses valeurs qui ne l'ont jamais quitté. Il apprend le métier de chaudronnier et commence à travailler à Tarascon-sur-Ariège. En 1970, il entre à l'EDF. Ses qualités professionnelles et humaines reconnues, il devient cadre, tout en continuant à militer à la CGT pour lutter avec ses camarades.

Élu à la municipalité de Mercus (Ariège), il n'oublie pas l'histoire familiale. A partir de 2002, il s'investit dans un projet qui rendra hommage au *maquis de Croquié*, à ceux qui avaient lutté contre l'invasisseur nazi et ses alliés. Il recherche les aides financières, monte des dossiers, réclame des subventions à l'Europe, se déplace. Grâce à sa pugnacité est érigé sur les hauteurs de Mercus, le *Monument de Croquié*, avec ses statues dressées tournées vers



l'Espagne, inauguré en 2007 (cf. photo).

Toujours présent aux cérémonies de Prayols, il y faisait aussi office de barman (!) tandis que son épouse Soledad s'occupait de la préparation du buffet et de la tenue du stand Ariège avec leur fille Marjorie.

Il était droit, intègre, dévoué, nombreux sont ceux qui n'hésitaient pas à le solliciter pour un service toujours rendu avec plaisir. Il était de ceux qui sont là quand le besoin s'en fait sentir, sans rien dire mais en agissant simplement. Le drapeau de la République espagnole l'a accompagné pour son dernier voyage. Adios Manolo.

Jeanine García Rodríguez

Section AAGEF-FFI de Gironde – Hommages aux disparus



L'AAGEF-FFI 33 a rendu hommage au Guérillero **Pablo SÁNCHEZ**, devant sa tombe à Bordeaux, jeudi 27 août 2020, jour anniversaire de sa mort en 1944 sous les balles allemandes, au cours d'une mission de sécurisation du Pont de Pierre de Bordeaux.

Cette cérémonie a su rassembler les 4 associations mémorielles espagnoles locales, qui se retrouveront pour faire vivre des projets communs (sur la photo, au centre, Laure Lataste et Esméralda Travé pour l'AAGEF, Pilar Sainz de La Maza pour ¡Ay Carmela!). Le Conseil départemental de la Gironde était représenté par Jean-Marie Darmian qui a déposé une gerbe.

Plusieurs amis qui ont agi pour la reconnaissance de **Pablo SÁNCHEZ** sont décédés récemment. Nous évoquons ici leur mémoire.



Claude MOUNIC né le 8 décembre 1927 à Salleboeuf (Gironde) est décédé fin octobre 2020 à Bordeaux.

« Claude a commencé à résister en même temps que son père (1940) et son ami Jean Renaud Dandicolle... il avait 13 ans. ». Ainsi commence la biographie écrite par Jean-Jacques Dhomp qui poursuit : « En 1942, à 15 ans, il prend véritablement les armes pour aller rejoindre en Corrèze les Francs-Tireurs et Partisans ». Dans *Homme de la terre et patriote*, son autobiographie parue en janvier 2015, il nous livre un témoignage de la plus haute importance dans notre combat pour la reconnaissance du rôle joué par « *El Guérillero Pablo Sánchez* » dans le sauvetage du Pont de Pierre de Bordeaux. Témoin de l'évènement le 27 août 1944 depuis

la rive droite de la Garonne, Claude Mounic écrit p. 42 : « *Un message était parvenu à la résistance : Napoléon va sauter. Traduction : le pont va sauter, il faut intervenir. Rive gauche, des zouaves du 4^e Bataillon et des maquisards espagnols emmenés par l'un des leurs, Pablo Sanchez, sont engagés. De Pablo Sanchez, on ne sait rien ou si peu. Juste que, comme beaucoup d'antifranquistes qui avaient cru trouver en France une patrie après la guerre civile, il continua le combat en s'engageant dans la 3^e brigade des guérilleros du commandant Casado [distincte de la 3^e d'Ariège], une des composantes des FFI. Pablo Sanchez se chargera d'anéantir le dispositif sur cette rive. C'est quand il revient sur le quai qu'il est fauché par un tir allemand depuis une grue installée porte de Bourgogne. Le 30 août, son enterrement au cimetière nord sera suivi par une foule considérable. ».*

En mai 2016, nous avons pu enregistrer son témoignage qui corrobore celui de notre regretté **Angel VILLAR TEJON** également présent lors de cette rencontre.

Merci Claude pour ton indéfectible soutien, pour cette mémoire partagée, pour ton engagement à nos côtés que tu as concrétisé en adhérant à notre section girondine de l'AAGEF-FFI. Par notre présence à tes obsèques ce 3 novembre, nous tenions à apporter la preuve que nous ne t'oublierons jamais !



Jean-Pierre BERECOECHA, né le 7 mars 1948 à Pauillac (Gironde) y est décédé le 29 octobre. Parler de lui, c'est aussi parler de Pilar et de leur chère fille Angélique, tant cette famille était unie !

Souvenons-nous de leur engagement à nos côtés lors des manifestations organisées à Pauillac pour rendre hommage à ces républicains espagnols qui avaient bravé les bombardements, fuyant la guerre et la répression fasciste. Oui, Jean-Pierre les siens ne comptaient ni leur temps ni leur peine pour que Pauillac garde dans sa

mémoire l'histoire de ses familles décimées et meurtries auxquelles s'ajoutait la mémoire de ces républicains espagnols engagés dans la Brigade Carnot, et qui contribuèrent ainsi à la libération du Médoc le 20 avril 1945.

Merci Jean-Pierre, pour ce que tu nous as apporté. Nous ne t'oublierons jamais !



María LUBEIGT LEÓN, née le 7 septembre 1929 à Portugaleta (Vizcaya, Espagne), est décédée le 12 novembre 2020 à Bordeaux.

Nous avons pu recueillir son précieux témoignage, publié en 2009 dans *La Déchirure* (éditions LIENS) et dont voici un extrait. María a 7 ans et vit son premier contact avec la guerre d'Espagne : « ... on frappe violemment à la porte... Au moment où elle ouvre le battant du haut, deux gardes civils pointent leur fusil dans sa direction... Par réflexe de défense et de peur, elle cherche à le refermer. Ouvrez, ouvrez, hurlent-ils de façon menaçante... Y-a-t-il des hommes ici ? Y-a-t-il des armes ? Non, je suis seule avec mes deux enfants et ma mère... [...] Je venais de prendre contact avec la guerre et j'en retiendrai la brutalité et l'arrogance de ces deux gardes vis à vis de ma mère. » Une précision, ces deux gardes sont des fascistes de Franco.

Merci chère María pour ton engagement à nos côtés et ton soutien à la cause républicaine espagnole. ¡Descansa en paz María, ya lo mereces! Nous ne t'oublierons jamais !

pour l'AAGEF-FFI, section Gironde,
Esméralda Laborda Travé,
Laure Garralaga Lataste

Dernière minute

Nous apprenons le décès, survenu lundi 16 novembre, de **Gisèle Féryllot** épouse de Michel Féryllot, secrétaire de la Section AAGEF-FFI de Gironde.

La direction nationale se joint à celle de Gironde pour exprimer à Michel sa solidarité fraternelle dans cette épreuve.

APFEEF Charente : hommage à Madeleine et Gustave Normand



Le 3 octobre 2020, l'Association des Parents de Familles Espagnoles Émigrées en France (APFEEF 16), représentée par Nicole et Claude Patissier, était invitée à l'hommage rendu à **Madeleine et Gustave NORMAND**, couple de résistants d'Oradour d'Aigre qui ont apporté une aide importante aux Républicains espagnols réfugiés en Charente.



Ils vendent une partie de leurs biens et louent leurs terres pour pouvoir consacrer tout leur temps à la lutte antifasciste. Leur chemin les dirige vers Saintes où ils continuent de façon soutenue leur lutte au côté de **Georges BEYER**. Journaux et tracts clandestins circu-

lent fort bien, mais dès mars 1942, se sentant repérés, ils décident alors de rentrer complètement dans l'illégalité et de se faire faire de fausses cartes d'identité. Le 27 mars 1942, Madeleine, sans nouvelles, se rend chez **Marcelle LEMASSON**, livreuse des cartes. Son impatience lui vaudra d'être repérée.

Les époux NORMAND sont arrêtés par la police spéciale de Bordeaux et trois sbires du commissaire POINSOT. Ils sont interrogés pendant quatre jours, puis conduits à Paris passer encore quelques jours dans les bureaux des Renseignements Généraux, puis au dépôt. Le 29 avril, Gustave est transféré au Cherche-Midi et Madeleine à la Santé

Le 24 août 1942, Madeleine est transférée à Romainville où elle revoit son mari devenu presque aveugle, à la suite des coups reçus lors des interrogatoires. Le 24 janvier 1943,

elle est déportée vers Auschwitz par le premier convoi *Nuit et Brouillard* de résistantes françaises. Elle deviendra le matricule 31678.

Madeleine sera assassinée le 23 février 1943 à Birkenau par suite de terribles coups de bâton infligés par une *stubova* acharnée. Gustave a été fusillé au Mont-Valérien le 2 octobre 1943. Les Espagnols s'en souviennent.

APFEEF 16

Dédié à Gustave et Madeleine, le monument ci-contre fut inauguré le 26 mai 1946, par **Charles TILLON**, ex chef national des FTPF depuis leur création au printemps 1942.





Michel et
Marta
AAGEF-FFI
Paris

Malgré le Covid-19, la cérémonie 2020 au cimetière de Pantin où repose **José BARON CARREÑO** a pu se tenir avec le plein soutien des mairies de Pantin et de Paris, que nous remercions vivement. Après *El himno de los guerrilleros* et le *Chant des Partisans*, ont retenti, mêlées, *La Marseillesa* et *La Marseillaise*.

L'ACER était représentée par Claude Demazure et la 35^e Brigade FTP-MOI par André Magne. A noter : quatre descendants de Juan Negrín ont participé : Carmen (ci-contre), Yuria (arrière-petite-fille) et ses enfants Amos et Noé (photo ci-dessus).

L'après-midi comme chaque année, les drapeaux de l'AAGEF-FFI ont flotté devant l'Hôtel de Ville de Paris.



Pour la mairie de Pantin :
Mathieu Monnot, premier adjoint



Pour le CIIMER et la Fundación Juan Negrín :
Carmen Negrín



Pour la mairie de Paris

Laurence Patrice, adjointe chargée
de la Mémoire et du Monde Combattant

Reportage commenté accessible ici :
<https://sites.google.com/view/aagef-ffi>



● **Le rôle important des guérilleros espagnols** tel est le titre du chapitre écrit par José Gonzalez, secrétaire national de l'AAGEF-FFI et président de MER 82, dans un livre qui vient de paraître : *Les communistes en Tarn-et-Garonne - 1920-1944*. On y trouvera notamment nombre de figures de résistants espagnols qui ont subi le camp de concentration de Septfonds

puis ont lutté dans la Résistance. Des héros tels que **Domingo TEJERO** (photo ci-dessus, de profil) que l'activité de l'AAGEF-FFI a permis de ramener à la lumière. Autres chapitres : *Les jeunes années, Le PCF dans la Résistance en Tarn-et-Garonne, Quand s'ouvrent les archives, Les combattantes de l'ombre*. 420 p., 14 €. Informations : jose.gonzalez44@wanadoo.fr

Le 16 avril 2020, pendant le premier confinement, le GREP Midi-Pyrénées (*Groupe de Recherche pour l'Éducation et la Prospective*) a invité le président de l'AAGEF-FFI, Henri Farreny, à présenter une vidéo-conférence intitulée : **1950, « Opération Boléro-Paprika » : quand la France fit le jeu de Franco**. Merci au GREP, particulièrement à Marie Lefevre Fonollosa, pour l'intérêt porté à

ce sujet. Peu après, Gérard Onesta, ancien député européen (pour Europe Écologie – Les Verts) qui avait participé au débat, recontacta l'AAGEF-FFI en vue de préparer un vœu à soumettre au Conseil régional d'Occitanie. Merci à lui. **L'ensemble du texte reproduit ci-après a été déposé en commun** par Gérard Onesta, Marie Piqué (PCF) et Christian Assaf (PS) au nom des groupes qui rassem-

blent les élus écologistes, communistes et socialistes. Présenté par Marie Piqué lors de l'assemblée du 19 novembre, il a recueilli les votes des écologistes, communistes, socialistes et radicaux : **LE VŒU A ÉTÉ ADOPTÉ**. **Bravo l'Occitanie !** La droite n'a pas pris part au vote. L'extrême droite a voté contre.

Ce vœu clair et résolu, servira d'exemple et de point d'appui pour d'autres actions.

Titre du vœu

À l'occasion du 70^e anniversaire de « L'Opération Boléro-Paprika » dont la région Occitanie fut le théâtre principal

Pour un geste de justice, de réparation et de gratitude envers les Espagnols résistants FFI dont l'association fut dissoute en 1950 à la suite de ce triste événement

Sur la recevabilité du vœu

Le sujet du vœu porte d'évidence sur une question relative à l'intérêt régional, vu que :

- 1) - La reconnaissance due à la Résistance, ses acteurs et son Histoire, est une préoccupation constante de la Région qui s'est par ailleurs récemment fortement impliquée dans les commémorations de *la Retirada* qui fut, sur son sol, un des terribles préludes de la seconde guerre mondiale ;
- 2) - La contribution des Républicains espagnols à la Libération de la France - et singulièrement à celle de l'Occitanie - est patente, ce qui explique que c'est dans cette région que des dizaines d'associations sont aujourd'hui toujours fédérées autour de ce devoir de mémoire ;
- 3) - De nombreux résistants espagnols ont souffert dans les camps et prisons d'Occitanie, d'où beaucoup furent déportés vers les camps pétainistes d'Afrique du Nord ou hitlériens du Reich allemand ;
- 4) - C'est à Toulouse, capitale occitane souvent désignée comme la « Capitale de l'exil républicain espagnol » qu'a été formée, en

avril 1945, l'*Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols*, unique association spécifique de ce type ;

5) - Ce sont les départements d'Occitanie qui ont été, de loin, les plus concernés par les sévères mesures administratives - sans jugement - de répression politique que la police déploya à partir du 7 septembre 1950, sous le nom de : « Opération Boléro-Paprika », à l'égard d'associations et publications qui dérangeaient le régime franquiste ; des centaines de familles de notre région furent touchées par les détentions - sans motif signifié - puis par les assignations *sine die* hors métropole ;

6) - En raison de ces poursuites et durables privations de droits fondamentaux (de réunion, d'association, d'expression) plusieurs notables unités combattantes de notre région n'ont pu être homologuées dans les temps impartis ; tel est le cas de la 1^{re} Brigade de guérilleros des Pyrénées Orientales, la 5^e Brigade de l'Aude, la 35^e Brigade du Gers. Les villages de Valmanya (66), Alet-les-Bains (11) et Castelnaud-sur-Auvignon (32) où elles s'illustrèrent étant des hauts-lieux de la Résistance, l'Occitanie a donc un devoir spécifique de mémoire, de justice et de réparation à leur égard ;

7) - Depuis 1976, date à laquelle elle a pu se constituer après 26 ans d'empêchements réitérés, l'*Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France - Forces Françaises de l'Intérieur (AAGEF-FFI)*, dont le siège national est à Toulouse, demande que soit rapporté l'arrêté ministériel du 7 octobre 1950 qui a dissous l'*Amicale des Anciens FFI et Résistants*

Espagnols ; ces dernières années, de nombreux élus d'Occitanie (parlementaires, maires, etc.) se sont associés aux démarches nationales en ce sens (appel public, questions écrites ou orales, vœux adressés aux ministres concernés).

Par ailleurs, le présent vœu remplit en tout point les exigences juridiques de recevabilité portées à l'article 20 du Règlement Intérieur de l'Assemblée. **Dès lors l'intérêt de ses habitants, de ses territoires et de leur mémoire, légitime une prise de position du Conseil Régional d'Occitanie.**

Exposé des motifs

Le 16 septembre 1944, à Toulouse, à l'hôpital de La Grave, le Général de Gaulle s'est adressé à Pedro García Calero, Espagnol blessé lors de la Libération de l'Ariège, en ces termes : « *Guérillero espagnol, je salue en toi tes vaillants compatriotes. Pour votre courage, par le sang versé pour la liberté et pour la France, par tes souffrances, tu es un héros espagnol et français* ». Ces paroles sont gravées sur le *Monument National des Guérilleros* à Prayols (Ariège).

Dans les 13 départements d'Occitanie, 13 brigades de guérilleros ont combattu, certaines formées dès le début de 1942 ; nombreux sont les lieux de la région où des stèles, des monuments - et des cérémonies chaque année - témoignent des sacrifices subis ; le Monument National des Guérilleros, se trouve près de Foix, libérée le 19 août 1944 par la 3^e Brigade de Guérilleros d'Ariège.

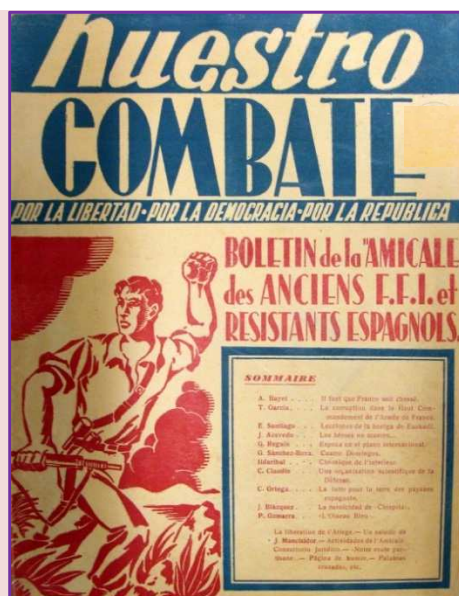
Le 31 mars 1945, les 11 *Bataillons de Sécurité Espagnols* cantonnés dans le Sud-Ouest de la France, qui comptaient de l'ordre de 11 000 hommes sous l'autorité des *Forces Françaises de l'Intérieur*, furent démobilisés. En avril 1945 fut fondée l'*Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols*, reconnue par arrêté ministériel du 7 mai 1946. Elle était présidée par deux généraux FFI, Luis Fernández Juan et Joan Blázquez Arroyo, qui avaient personnellement participé à l'organisation des premiers maquis en Ariège et dans l'Aude, ainsi qu'à l'organisation des premiers attentats antinazis en Haute-Garonne.

Le 7 septembre 1950, le gouvernement français déclencha « L'Opération Boléro-Paprika » : au nom d'un prétendu intérêt national, il s'agissait d'assigner hors de métropole plusieurs centaines d'étrangers.

Dans ces colonnes il a souvent été question de *Boléro-Paprika*, dont l'indigne mise hors-la-loi de l'*Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols*. Son bulletin n° 2 (1946) est représenté ci-contre. On peut découvrir le contenu, ainsi que celui du n° 1, sur le site que l'AAGEF-FFI a ouvert le 14 juillet dernier (documents jamais publiés auparavant) :

<https://sites.google.com/view/aagef-ffi>

Lorsque l'association a pu être reconstituée, en 1976, sous le nom de : AAGEF-FFI, elle a lancé le présent *Bulletin d'information* (titre anodin pour éviter de nouvelles attaques). La collection complète est accessible sur le site. Voir notamment les n° 100 (2005, p. 10-11 : synthèse) et 105 (2007, p. 1 : hommage à... l'Abbé Pierre !). Puis les n° 140 (2015) et 141 (2016) qui relatent la campagne menée pour l'abrogation de l'arrêté du 7 octobre 1950.



Le volet « *Boléro* » de l'opération visait des Espagnols, le volet « *Paprika* » ciblait des ressortissants d'Europe de l'Est. Les archives policières dénombrent 288 arrestations au 9 septembre, dont 177 Espagnols, la plupart de ceux-ci arrêtés dans l'actuelle Occitanie. 61 Espagnols furent dirigés vers la Corse, 84 vers l'Algérie, 32 vers « les frontières de l'Est ». Peu avant la rafle, le gouvernement avait déclaré dissoutes diverses organisations de l'exil républicain espagnol, notamment le *Parti Communiste d'Espagne*, le *Parti Socialiste Unifié de Catalogne*, le *Parti Communiste d'Euskadi* et interdit leurs publications.

Cette répression choquante suscita de nombreuses manifestations d'indignation de la part de ceux qui demeuraient reconnaissants à l'égard des étrangers qui avaient combattu pour la libération de la France. Néanmoins, le 7 octobre 1950, le ministre de l'intérieur prit un arrêté portant dissolution de l'*Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols* et l'enjoignant de liquider ses biens (dont l'historique *Hôpital Varsovie*, installé à Toulouse rue Varsovie, aujourd'hui Hôpital Joseph Ducuing). Nombre de ses militants avaient déjà été détenus et bannis. Cet arrêté indigne était particulièrement infamant : les résistants espagnols mis en cause et maltraités en 1950 n'avaient pas trahi la France ; au contraire, pour sa liberté ils avaient lutté, subi la prison, la déportation, les blessures...

Il est établi que les mesures visant les Espagnols furent décidées sous la pression du gouvernement franquiste qui bénéficia de la confusion occasionnée par la Guerre Froide. Peu après *Boléro-Paprika*, les relations diplomatiques entre Paris et Madrid furent rétablies. L'Espagne franquiste fut admise à l'UNESCO (1953) puis à l'ONU (1955) tandis que ses opposants en France étaient muselés ou réduits à la clandestinité.

Jusqu'au décès du dictateur Franco (1975), soit pendant plus d'un quart de siècle, les gouvernements français successifs ont empêché les résistants espagnols d'exercer le droit d'association, au préjudice de leurs intérêts moraux et matériels, sans égard pour leurs souffrances et mérites. En 1976, les survivants furent enfin autorisés à former l'*Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (Forces Françaises de l'Intérieur)*.

Rapporter l'arrêté du 7 octobre 1950, comme

In memoriam



Sylvain Pénicaud est décédé le 18 septembre. Toujours souriant, toujours investi avec notre camarade Chantal Pénicaud Gorindo pour que *nuestra república*, son Histoire, ses idéaux, soient connus et respectés... Sylvain tu resteras dans nos cœurs. ●



adopté !

À l'occasion du 70^{ème} anniversaire de « *L'Opération Boléro-Paprika* » dont la région Occitanie fut le théâtre principal

Pour un geste de justice, de réparation et de gratitude envers les Espagnols résistants FFI

dont l'association fut dissoute en 1950 à la suite de ce triste événement

le demande celle-ci, aurait une haute signification politique et morale. Cette demande a été publiquement soutenue en 2016 par 44 parlementaires issus de tout l'arc républicain et de nombreux autres élus, tels, par exemple, les maires d'Alençon, Dieppe, Hendaye, Toulouse, les Présidents des conseils départementaux de l'Aude et de la Seine Saint-Denis, le Conseil départemental de la Haute-Garonne unanime. Cette requête est également appuyée par les dizaines d'associations qui ont constitué le *Centre d'Investigation et d'Interprétation de la Mémoire de l'Espagne Républicaine (CIIMER)* installé depuis 2012 à Borredon (Montalzat, Tarn-et-Garonne).

Reprendre les procédures d'homologation des unités combattantes espagnoles, injustement entravées, est une exigence fréquemment rappelée dans les cérémonies patriotiques de notre région.

À l'heure où des mouvements xénophobes s'affirment en Europe, il importe de mieux connaître et divulguer ce que la France doit à ceux qui, après avoir lutté contre le fascisme européen coalisé en Espagne, ont continué la lutte au nord des Pyrénées. En ce sens, il est très positif que l'ONAC-VG (Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre) ait créé en 2016 et promu via ses délégations locales, une exposition au sujet des volontaires des Brigades Internationales « de la Guerre d'Espagne à la Résistance en France » ; une initiative semblable serait particulièrement bienvenue au sujet des guérilleros espagnols.

C'est pourquoi, le Conseil Régional d'Occitanie, réuni en Assemblée plénière le 19 novembre 2020 demande aux Autorités de l'État :

- 1) **Que soit abrogé l'arrêté prononçant la dissolution de l'*Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols*, pris le 7 octobre 1950 par le ministre de l'intérieur, paru au Journal Officiel de la République Française le 11 octobre 1950 ;**
- 2) **Que, dans un devoir d'honneur et de justice, des excuses soient officiellement présentées par la République Française aux personnes et aux familles qui ont eu à souffrir de ces sanctions indignes ;**
- 3) **Que soit ré-ouverte, à titre exceptionnel, la procédure d'examen des demandes d'homologation des unités combattantes de guérilleros espagnols qui sont restées en instance d'examen pour cause de forclusion, notamment dans l'Aude, le Gers et les Pyrénées Orientales ;**
- 4) **Que l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre soit chargé d'une campagne d'information quant à la contribution spécifique des formations de guérilleros espagnols à la Résistance intérieure, en lien avec le Mémorial du camp de Rivesaltes.**

le Président de la République, le Premier Ministre, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de la Défense, la Ministre déléguée en charge de la Mémoire et des Anciens Combattants, le Président de l'Assemblée Nationale, le Président du Sénat, le Préfet de la Région Occitanie.

A suivre !

Gérard ONESTA Groupe NM

Marie PIQUÉ (Groupe NM)

Christian ASSAF (groupe SRC)



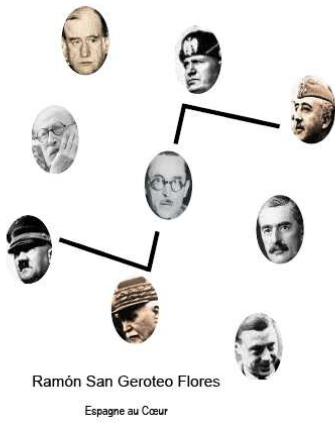
María del Carmen FERRERO NAVARRO, née le 21 mai 1924 à La Fresneda (Teruel), est décédée à Auch le 28 septembre. Elle et son mari, **Manuel NAVARRO BERENGUER**, ont subi les camps de concentration d'Argelès-sur-Mer, Saint-Cyprien puis Le Récébédou (31). Manuel a participé à la Résistance dans le Gers. María avait été interviewée lors du tournage de *Laurette 1942* (film de Francis Fourcou, 2015). ●

Notre camarade **José Martorell**, né le 6 novembre 1943 à Lathuille (Haute-Savoie) est décédé le 16 octobre des suites d'une maladie contre laquelle il a lutté 9 ans durant. Après que l'AAGEF-FFI ait agi à ses côtés pour sauver la tombe du capitaine **Antonio MARTINEZ SIERRA** (bulletin n° 122, 2011), il a fondé le groupe spécialisé *Guérillero oublié* et l'a animé jusqu'à son dernier souffle.

Pepito, no te olvidaremos.



LOS ENTERRADORES DE LA SEGUNDA REPÚBLICA



Ramón San Geroteo Flores
Espagne au Cœur

Hace ochenta años, la insurrección fascista en España provocó uno de los eventos más dramáticos de la historia europea del siglo XX. La Europa de la posguerra se construyó sobre una memoria selectiva y durante la Guerra Fría, ignoró los capítulos más vergonzosos de su historia contemporánea.

Desde entonces, una nueva generación de historiadores ha abierto otras vías de investigación. Denuncian en primer lugar los estudios simplistas y reduccionistas que intentaron legitimar el golpe de estado de 1936, considerándolo como una contrarrevolución desplegada para eliminar el radicalismo del movimiento obrero. Sin embargo, cinco años antes, cuarenta y ocho horas habían sido suficientes para que los pueblos de España aseguraran pacíficamente el triunfo de la República.

Los republicanos acusados de todos los males sociales y económicos, al ver nuevamente alejarse la emancipación prometida por tantas generaciones, se opondrán a la voluntad de bloqueo social luchando en contra las exacciones sangrientas provocadas por una oposición reaccionaria. La vía reformista obstaculizada por los golpistas, provocará abusos revolucionarios incontrolados, pero también represiones violentas orquestadas por los rebeldes.

El enfrentamiento acabará tras 988 días de guerra despiadada liderada por el fascismo internacional contra la joven República española. Estas atrocidades se llevarán a cabo bajo las falaces miradas de las democracias europeas que, para retrasar una guerra inevitable en Europa, se refugiarán detrás del pacto de no intervención y, al dar en prenda al fascismo la España republicana, la condenarán a muerte.

Ramón San Geroteo Flores: Los enterradores de la Segunda República

Ramón San Geroteo Flores, nacido el 3 de octubre de 1944 en Montgermont (Rennes), participa en una red internacional de investigación e intercambio sobre la Segunda República de España. Es autor de otras dos publicaciones: "Los olivos del exilio" y "La hija del anarquista". Editorial Cairn Francia.

Para obtener el libro, contactar al autor:
rsq44@hotmail.fr + 33 644 76 39 20

Sumario

Prólogo,

Largo y áspero camino hacia la emancipación

Dejar hablar a los sin voz
La desobediencia
La violencia

De la España Ilustrada a la República, un conflicto anunciado

Ineludible Historia
Les especificidades de los pueblos
de España

Manipulación, Renuncia y Apropiación

Historia escrita por los vencedores
¡Legitimidades no demasiado legítimas!
El Revisionismo ambiente

Trece verdades reexaminadas

- 1- Legitimidad de la República
- 2- El golpe de Estado, punto final tras una larga preparación
- 3- Potencia de fuego de los Rebeldes
- 4- Importancia capital de la acción extranjera
- 5- Nuevas ideologías
- 6- La República seguirá siendo democrática
- 7- El supuesto golpe de estado comunista de 1936

- 8- Franco, un dictador fascista
- 9- Intelectuales y la prensa en la guerra
- 10- ¿Colusión URSS/República española?
- 11- Días trágicos, mayo de 1937
- 12- Negrín, líder controvertido, un jefe de estado eficiente
- 13- Ineficaz SDN y falaz No-Intervención

¿Quién mató a la República?

Crimen fascista y clerical
Complicidades y perfidias británicas
Demagogia, ceguera y cinismo francés

Escribir contra el olvido, es escribir al mundo entero

Raymond San Geroteo
es vicepresidente de la AAGEF-FFI,
presidente de la sección de Pirineos Orientales

Nouveaux outils pour connaître et réfléchir

Ces derniers mois 3 bienvenus sites ont éclo. Ils sont ici nommés en rouge mais le [texte à présenter comme requête](#) (*) à votre navigateur internet est en bleu :

AAGEF-FFI-66
amicale-aagef-ffi-66.monsite-orange.fr

Mis en ligne au mois d'avril, à l'initiative de la Section des Pyrénées Orientales de l'AAGEF-FFI, ce site propose une grande variété d'informations et de ressources à propos des Républicains espagnols. Les Pyrénées Orientales furent et demeurent un haut-lieu de la résistance aux fascismes : 1) pendant la Guerre d'Espagne de 1936-1939 pour soutenir les Républicains, 2) lors de *La Retirada* quand furent ouverts les indignes camps de concentration français, 3) sous l'Occupation allemande, 4) pour continuer la lutte antifranquiste...

Contacts : aagef.ffi.66@gmail.com

Archives de Luis Fernández, général FFI
archivesamicaleguerrilleros.wordpress.com

Ce site a été créé récemment par notre camarade Jean-Charles pour donner accès à un ensemble de documents instructifs légués par **Luis FERNÁNDEZ JUAN**, président fondateur de l'*Amicale des Anciens FFI et Guérilleros Espagnols*, indignement interdite en 1950.

Contacts : via le site lui-même.

AAGEF-FFI Informations
sites.google.com/view/aagef-ffi

Ce site résulte d'une volonté ancienne de l'AAGEF-FFI pour mettre à disposition, avec des explications circonstanciées, les publications de l'association créée par les guérilleros espagnols en 1945 (*Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols*) interdite dès 1950, ré-autorisée en 1976 sous le nom actuel : *AAGEF-FFI*. De nombreux sujets relatifs à l'histoire des résistants espagnols y sont considérés : événements méconnus, biographies originales, activités de recherche, activités de vulgarisation, activités commémoratives. Une mine de matériaux, analyses, synthèses, à explorer, étudier, partager... et bien sûr à enrichir avec rigueur et discernement.

Contacts : aagef@free.fr

(*) Si vous recevez le présent bulletin par internet les liens ci-après sont actifs (cliquez dessus !) :

<https://amicale-aagef-ffi-66.monsite-orange.fr>
<https://archivesamicaleguerrilleros.wordpress.com>
<https://sites.google.com/view/aagef-ffi>

(si difficulté, envoyez un courriel aux Contacts)



Bulletin d'adhésion à l'AAGEF-FFI

- L'avènement de la II^e République espagnole, la guerre pour la défendre,
- la guerre antifasciste encore en France et sur les autres fronts,
- la lutte antifranquiste ici et là-bas,
- des décennies de courage et de dévouement pour la liberté...

Vous voulez que l'histoire des résistants espagnols soit connue et reconnue ?

Et qu'elle serve à comprendre le passé, éclairer le présent et le futur ?

Que vous soyez ou non descendant(e) de républicain espagnol,

rejoignez l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur

Je, soussigné(e).....
né(e) le..... à.....
demeurant à.....

adhère à : **l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur**

Téléphone(s).....

Adresse internet.....

Profession.....

Autres informations.....

A imprimer et renvoyer au siège national : AAGEF-FFI, 27 rue Émile Cartailhac, 31 000 Toulouse, ou à transmettre à un responsable national ou départemental connu de vous, avec un chèque de 25 € à l'ordre de : AAGEF – FFI

Si une section locale de l'AAGEF-FFI existe dans votre département, vous serez accueilli(e) par elle.

La cotisation comprend l'abonnement au bulletin d'information trimestriel. Contact : aagef@free.fr